



# Tableau de Bord Economique de la Seine-Saint-Denis

Octobre 2009



Le Club 93 Conjoncture est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis, spécialistes de la conjoncture, suivants : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil général de Seine-Saint-Denis, Seine-Saint-Denis Avenir, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis, la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Trésorerie générale de Seine-Saint-Denis, le Comité départemental de tourisme de la Seine-Saint-Denis, les ASSEDIC de l'Est Francilien, la Direction départementale des services fiscaux de la Seine-Saint-Denis, la Direction départementale de l'équipement, la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est, le Pôle Emploi de Seine-Saint-Denis, la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents du suivi et de l'analyse de la conjoncture départementale : le suivi régulier d'indicateurs en premier lieu, et l'examen plus structurel par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un Tableau de Bord Economique de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs aux ménages, aux entreprises, au tourisme et aux évènements d'affaires, à l'emploi et à la construction et marché de l'immobilier.

Ce document est consultable sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : [www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr](http://www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr)
- Conseil Général de la Seine-Saint-Denis : [www.seine-saint-denis.fr](http://www.seine-saint-denis.fr)
- Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis : [www.ccip93.fr](http://www.ccip93.fr)
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : [www.cma93.fr](http://www.cma93.fr)
- Comité départemental du tourisme : [www.tourisme93.com](http://www.tourisme93.com)
- Seine-Saint-Denis Avenir : [www.seinesaintdenisavenir.fr](http://www.seinesaintdenisavenir.fr) (disponible également en anglais)

---

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● Pôle Emploi de l'Est Francilien ● Direction Départementale de l'Equipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Seine-Saint-Denis Avenir ● Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

## **SOMMAIRE**

### **I) LES MENAGES**

- |  |      |
|--|------|
| 1) <u>La consommation des ménages</u>              |      |
| <input type="checkbox"/> Crédits à la consommation | p. 6 |
| 2) <u>L'investissement des ménages</u>             |      |
| <input type="checkbox"/> Crédits à l'habitat       | p. 7 |

### **II) LES ENTREPRISES**

- |   |       |
|---|-------|
| 1) <u>Démographie d'entreprise</u>  |       |
| <input type="checkbox"/> Analyse des enregistrements au RCS au 1 <sup>er</sup> semestre 2009  | p. 9  |
| <input type="checkbox"/> Evolution des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises de la<br>Chambre des Métiers et de l'Artisanat | p. 10 |
| <input type="checkbox"/> Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités   | p. 10 |
| <input type="checkbox"/> Transferts des sièges sociaux  | p. 13 |
| <input type="checkbox"/> Nombre d'établissements implantés en zone franche urbaine  | p. 14 |
| 2) <u>Activité des entreprises</u>  |       |
| <input type="checkbox"/> Le commerce extérieur  | p. 15 |
| <input type="checkbox"/> La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôt sur les Sociétés  | p. 20 |
| 3) <u>Niveau de l'investissement</u>  |       |
| <input type="checkbox"/> Crédits à l'équipement des entreprises   | p. 33 |
| 4) <u>Innovation</u>  |       |
| <input type="checkbox"/> Actualité des pôles de compétitivité   | p. 34 |

### **III) LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES**

- |  |       |
|--|-------|
| 1) <u>Les principaux lieux touristiques</u>                                      |       |
| <input type="checkbox"/> Le Musée de l'Air et de l'Espace                        | p. 36 |
| <input type="checkbox"/> Le Stade de France                                      | p. 36 |
| <input type="checkbox"/> La Basilique de Saint-Denis                             | p. 37 |
| 2) <u>L'hôtellerie et les salons</u>   |       |
| <input type="checkbox"/> L'hôtellerie  | p. 38 |
| <input type="checkbox"/> Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte | p. 40 |

## **IV) L'EMPLOI**

### 1) Le marché du travail

<input type="checkbox"/> Les différents taux de chômage de la région Ile-de-France et les évolutions	p. 43
<input type="checkbox"/> Les demandes d'emplois en fin de mois (DEFM)	p. 44
<input type="checkbox"/> Les offres d'emplois enregistrées et satisfaites (OEE)	p. 44
<input type="checkbox"/> Les offres par taille d'établissements	p. 45
<input type="checkbox"/> Les principaux secteurs recruteurs	p. 45
<input type="checkbox"/> Les principaux métiers recherchés par les établissements offreurs	p. 46
<input type="checkbox"/> Evolution des DEFM sur un an (cat. A – B – C)	p. 47
<input type="checkbox"/> Le nombre d'allocataires du RMI	p. 48
<input type="checkbox"/> Les contrats d'insertion	p. 51
<input type="checkbox"/> Les reprises d'activité et la nature des contrats	p. 51
<input type="checkbox"/> Les déclarations uniques d'embauches	p. 52

### 2) Données sur l'emploi

<input type="checkbox"/> Répartition des emplois dans les services	p. 54
<input type="checkbox"/> Evolution du nombre d'établissements	p. 54
<input type="checkbox"/> Evolution du nombre de salariés	p. 55
<input type="checkbox"/> Evolution des emplois du secteur tertiaire	p. 56
<input type="checkbox"/> Evolution des emplois du secteur industriel et de la construction	p. 56
<input type="checkbox"/> Evolution trimestrielle des effectifs par grands secteurs de l'emploi	p. 57

## **V) LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER**

### 1) La construction

#### Les logements

<input type="checkbox"/> Volume de construction des logements neufs	p. 59
<input type="checkbox"/> Production de logements neufs par territoire d'habitat	p. 60
<input type="checkbox"/> Logements locatifs sociaux	p. 61

#### Les locaux d'entreprise

<input type="checkbox"/> Volume de construction de locaux d'entreprises	p. 62
---	-------

### 2) Le marché immobilier

#### Les logements

<input type="checkbox"/> Marché des appartements neufs (promotion privée)	p. 63
<input type="checkbox"/> Marché des appartements neufs au 1 <sup>er</sup> semestre 2009 (à la vente)	p. 65

#### L'immobilier d'entreprise

<input type="checkbox"/> Indicateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise	p. 66
<input type="checkbox"/> Montants des investissements réalisés en immobilier d'entreprise	p. 68

### **Note méthodologique**

p. 69

### **Contacts**

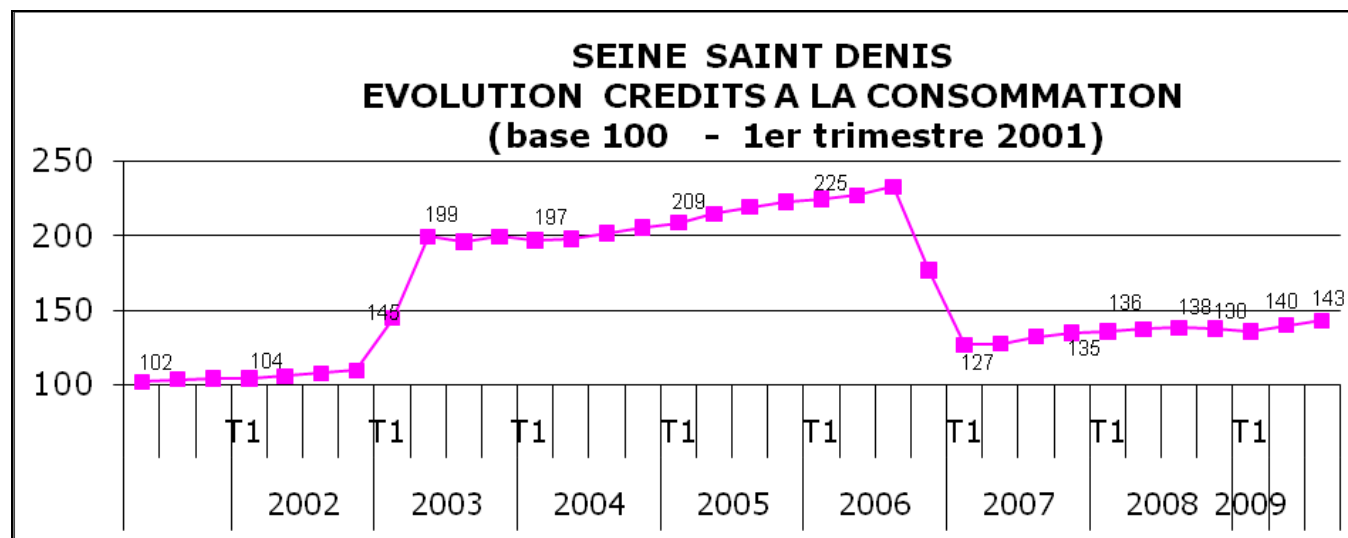
p. 74



# LES MENAGES

## LES MENAGES : La consommation des ménages

### Crédits à la consommation



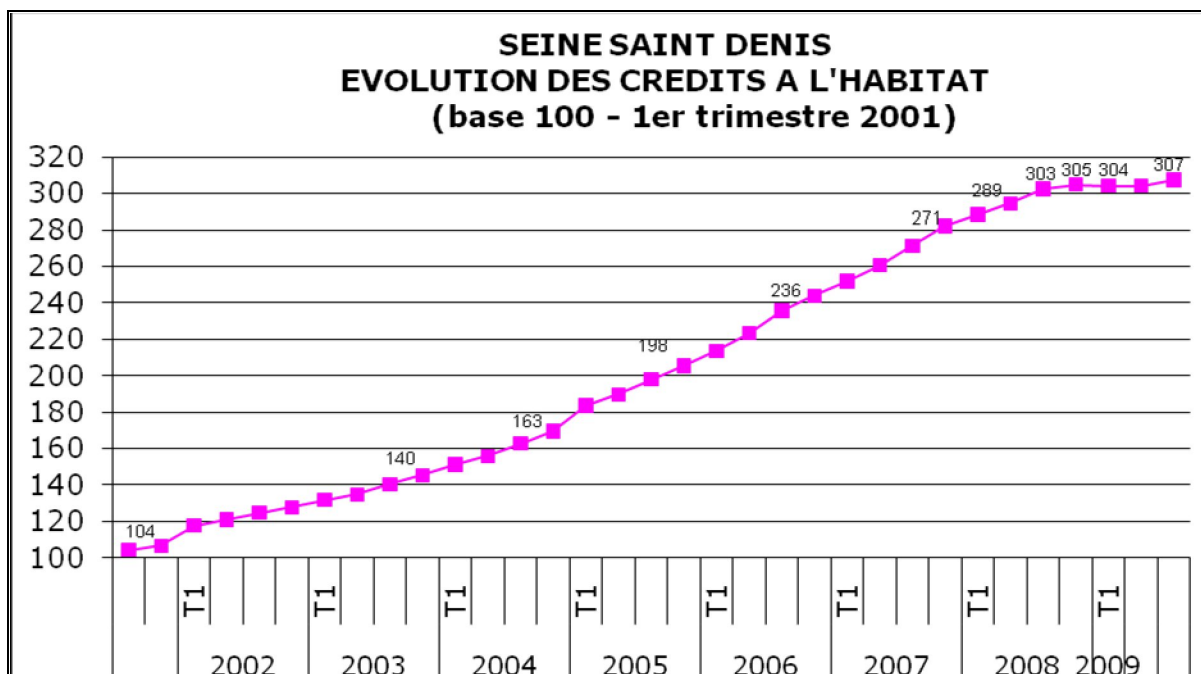
Source : Banque de France

Après deux années de croissance soutenue autour de 6,3% en 2006 et 2007, le volume des crédits à la consommation en 2008 marque un net repli avec une croissance de 2,2%, en recul de 4 points. L'année 2009 semble marquer le retour d'une croissance plus soutenue de 3,6% en glissement annuel (T3-2008 sur T3-2009).

La part des prêts personnels est de plus en plus prépondérante (68,7% en 2006, 73,8% en 2007, 76,9% en 2008 et 78,9% en 2009). Nous rappelons que le « décrochage » constaté au 4<sup>ème</sup> trimestre 2006 correspond au transfert de la Banque AGF sur La Défense (92) : ses déclarations sont désormais centralisées par la Banque de France de Nanterre depuis novembre 2006.

## LES MENAGES : L'investissement des ménages

### Crédits à l'habitat



Source : Banque de France

Le niveau des encours des crédits à l'habitat consentis aux particuliers continue de croître sur un rythme annuel soutenu bien qu'en repli continu (21,8% en 2005 ; 18,4% en 2006 ; 15,1% en 2007 ; 8,2% en 2008) ; il représente une part prépondérante dans le total des prêts (79,3% en décembre 2005 ; 87,3% en décembre 2006 ; 86,8% en décembre 2007 ; 90,1% en décembre 2008 et 90,2% en septembre 2009).

En glissement annuel, entre le T3-2008 et le T3-2009, on note un net ralentissement de la croissance des encours des crédits à l'habitat en repli de 6,9 points à 1,3%.



# LES ENTREPRISES

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • Pôle Emploi de l'Est Francilien • Direction Départementale de l'Équipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Seine-Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est • Seine-Saint-Denis Avenir • Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement



## LES ENTREPRISES : Démographie d'entreprise (1)

### Analyse des enregistrements au Registre des Commerces et des Sociétés au premier semestre 2009

Les chiffres à fin juin 2009 sont dans la continuité des chiffres de l'année précédente. On constate une augmentation des immatriculations des personnes morales. Les radiations sont en légère hausse mais le solde reste positif.

Le premier semestre pour le dépôt des comptes annuels n'est pas significatif.

			Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	A juin 2009
<b>IMMATRICULATIONS</b>	<b>A</b>	<b>PERS. PHYSIQUES</b>	1 532	1 448	1 532	1 543	615
	<b>B</b>	<b>PERS. MORALES</b>	6 835	7 253	7 773	7 931	4 059
	<b>C</b>	<b>G.I.E.</b>	16	17	17	9	9
	<b>D</b>	<b>S.C.I.</b>	1 499	1 469	1 475	1 243	544
<b>TOTAL</b>			<b>9 882</b>	<b>10 187</b>	<b>10 797</b>	<b>10 726</b>	<b>5 227</b>
<b>MODIFICATIONS</b>			<b>14 805</b>	<b>18 943</b>	<b>18 340</b>	<b>17 434</b>	<b>7 775</b>
<b>RADIATIONS</b>			<b>10 332</b>	<b>9 573</b>	<b>9 301</b>	<b>7 698</b>	<b>3 987</b>
<b>COMPTES ANNUELS</b>			<b>17 663</b>	<b>18 190</b>	<b>18 999</b>	<b>20 324</b>	<b>5 427</b>

Source : Tribunal de commerce 93

## LES ENTREPRISES : Démographie d'entreprise (2)

### **Evolution des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat**

Au cours du premier semestre 2009, 5 452 formalités ont été enregistrées contre 5 129 pendant la même période de 2008, soit une augmentation de 6,3 %.

Parmi ces 5 452 formalités, on compte 2 239 immatriculations au Répertoire des Métiers du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009 pour 2 426 du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2008, soit 187 dossiers de moins, ce qui représente une baisse de 7,7 %.

Ces 5 452 formalités incluent également 245 déclarations d'auto-entrepreneurs effectuées auprès du Centre de Formalités des Entreprises.

La tendance des porteurs de projet à se diriger vers une forme sociale plutôt que vers l'entreprise individuelle s'affirme de nouveau après la pause observée au cours du semestre précédent : elle concerne maintenant 77,6 % des demandes d'immatriculation traitées.

Dans le même temps, le nombre des radiations, qui avait stagné au cours du semestre précédent, a augmenté de 31,8 %.

### **Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteur d'activité**

Pour mémoire, les chiffres, communiqués sur les trois premiers graphiques qui suivent, sont issus des mouvements enregistrés au Répertoire des Métiers. La répartition a été faite par code d'activité selon la nomenclature de l'INSEE (NAFA) en fonction de la répartition actuelle en quatre catégories.

Les chiffres du quatrième graphique s'analysent comme suit : il s'agit de l'état du fichier depuis sa création, arrêté à chaque fin de semestre du 30 juin 2005 au 30 juin 2009,- exceptionnellement au 30 septembre 2008 au lieu du 30 juin 2008 pour des raisons liées à la mise en place d'un nouveau système informatique.

L'étude du Répertoire des Métiers par secteur d'activité montre que le nombre d'entreprises est en augmentation dans tous les secteurs.

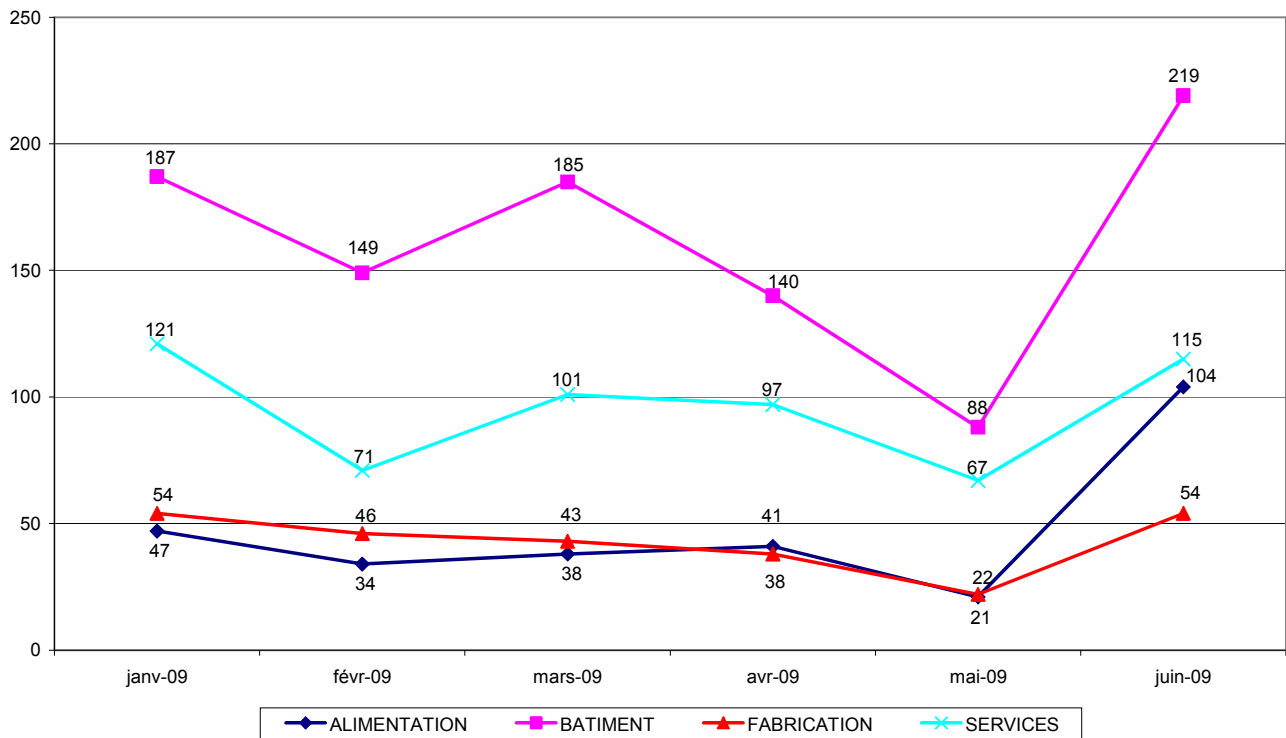
L'alimentation présente une augmentation assez nette. Celle-ci est constituée principalement par la restauration rapide et la vente à emporter, qui depuis juin 2008 relèvent du secteur des métiers. En revanche, les commerces de bouche traditionnels ne sont pas concernés par cette augmentation.

Le bâtiment, qui avait marqué un léger recul au cours du quatrième trimestre 2008, reprend sa progression, mais cela ne reflète pas la fragilité relative des métiers du second œuvre qui le composent et qui ont globalement un taux de rotation important.

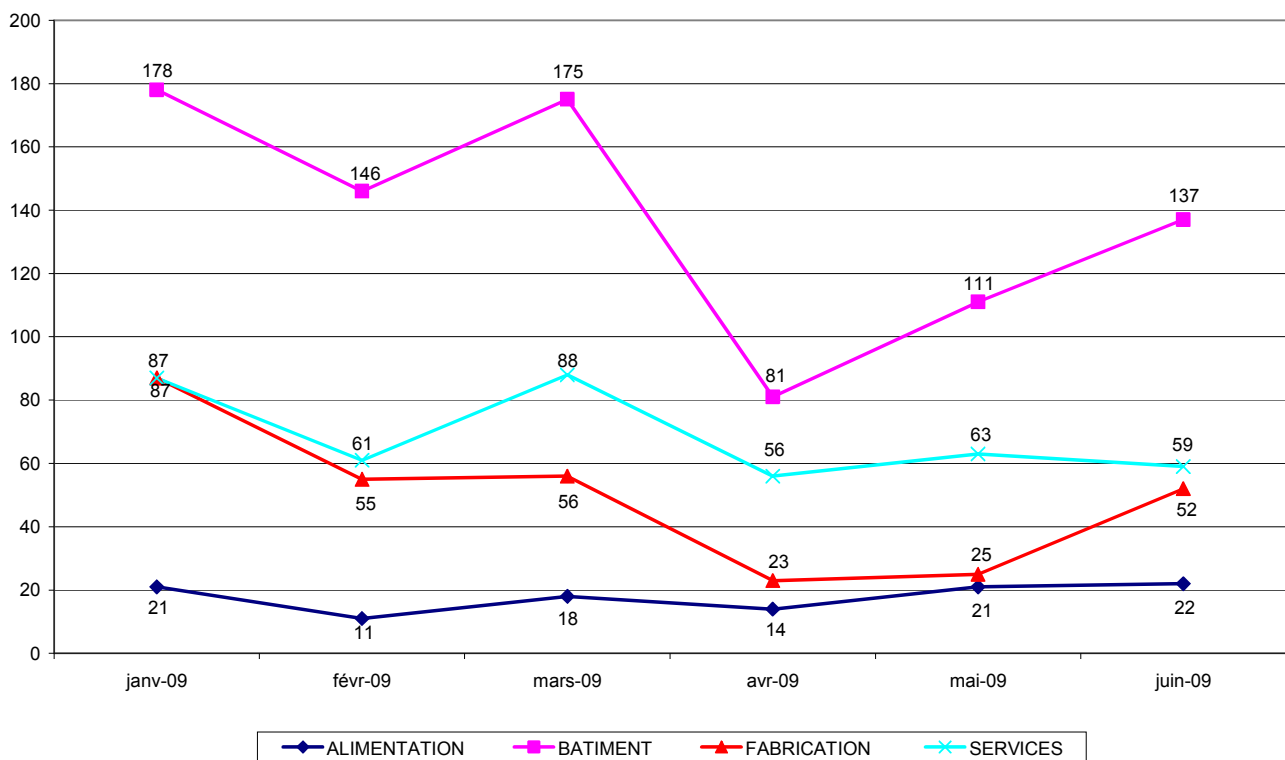
La fabrication présente une hausse à peine sensible.

Les services reprennent leur progression après la pause observée au cours du semestre précédent.

### IMMATRICULATIONS DU 1ER SEMESTRE 2009 PAR MOIS ET PAR CATEGORIE

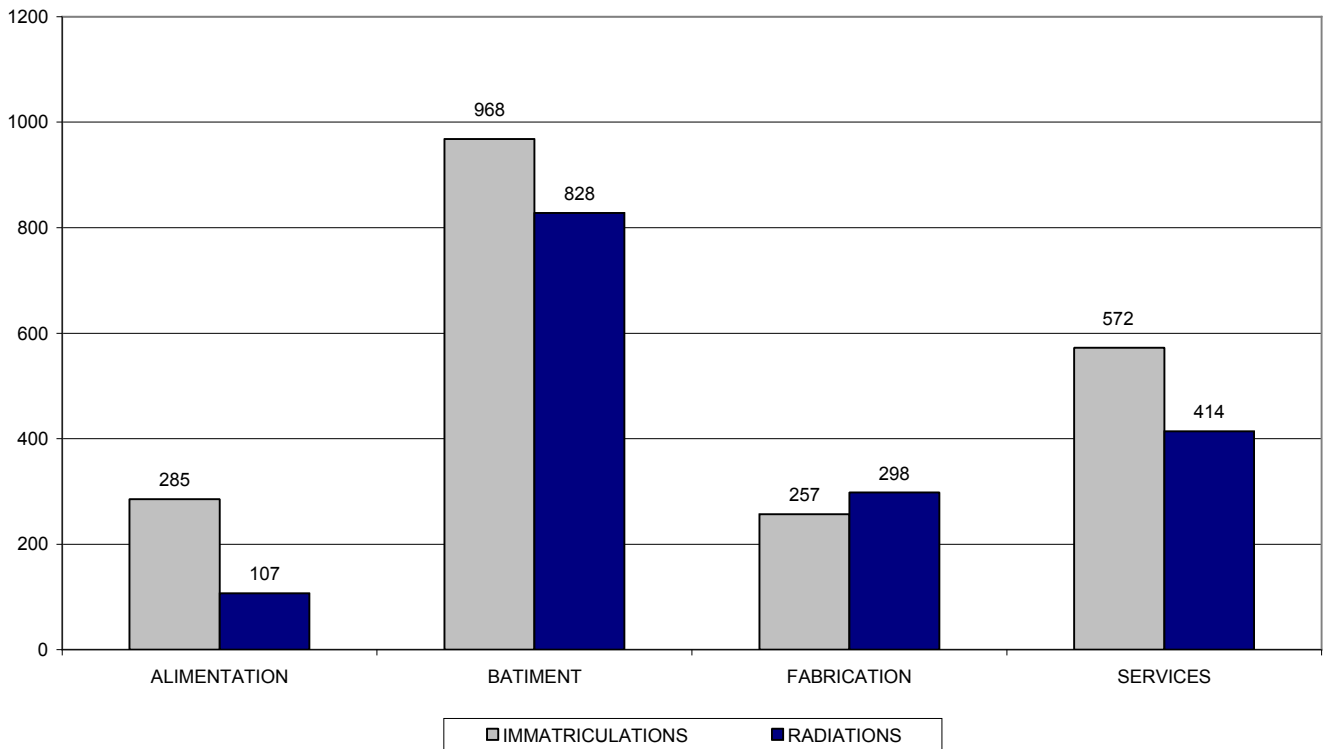


### RADIATIONS DU 1ER SEMESTRE 2009 PAR MOIS ET PAR CATEGORIE

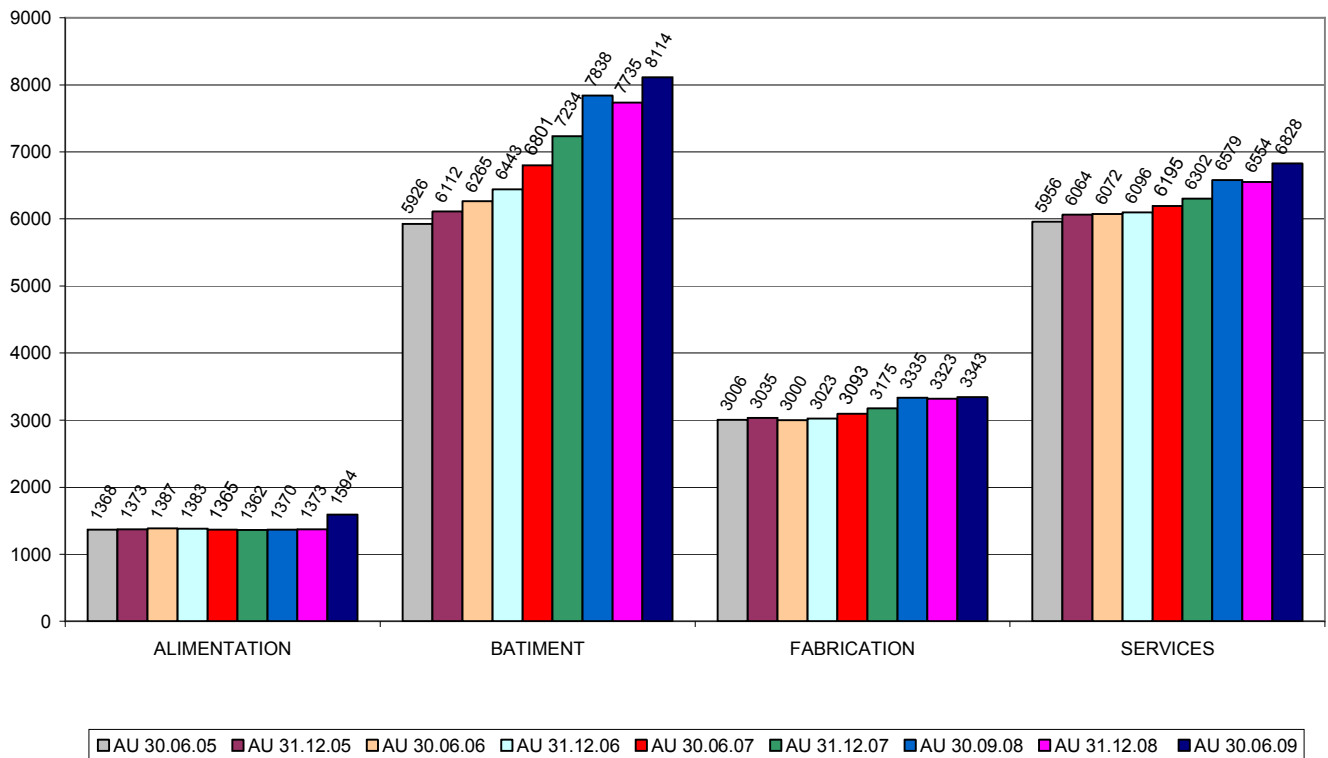


Source : répertoire de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis

### IMMATRICULATIONS ET RADIATIONS DU 1ER SEMESTRE 2009 PAR CATEGORIE



### EVOLUTION DU SECTEUR DES METIERS PAR CATEGORIE DU 30 JUIN 2005 AU 30 JUIN 2009



Source : répertoire de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis

## LES ENTREPRISES : Démographie d'entreprise (3)

### **Attractivité de la Seine Saint-Denis pour les entreprises mesurée par le solde net des installations de sièges sociaux**

Alors que 2003 et 2004 avaient enregistré un solde net positif des installations de sièges sociaux dans le département, le solde devenait négatif en 2005 traduisant une différence d'attractivité entre le nord et le sud du département. L'année 2006 a confirmé cette tendance en l'accentuant; cette analyse valait aussi pour la taille des entreprises : le Nord accueille plus de grandes entreprises alors que le Sud doit faire face à plus de départs parmi celles-ci.

L'année 2007 a enregistré un solde positif au niveau du département, marqué par une plus grande homogénéité des flux traduisant un fort recul de la différence d'attractivité entre le sud et le nord du département. Alors que globalement les entrées des grandes entreprises compensent les départs, tant au Nord qu'au Sud ; le département dans son ensemble accueille plus de PME. Le solde des TPE est, quant à lui, négatif.

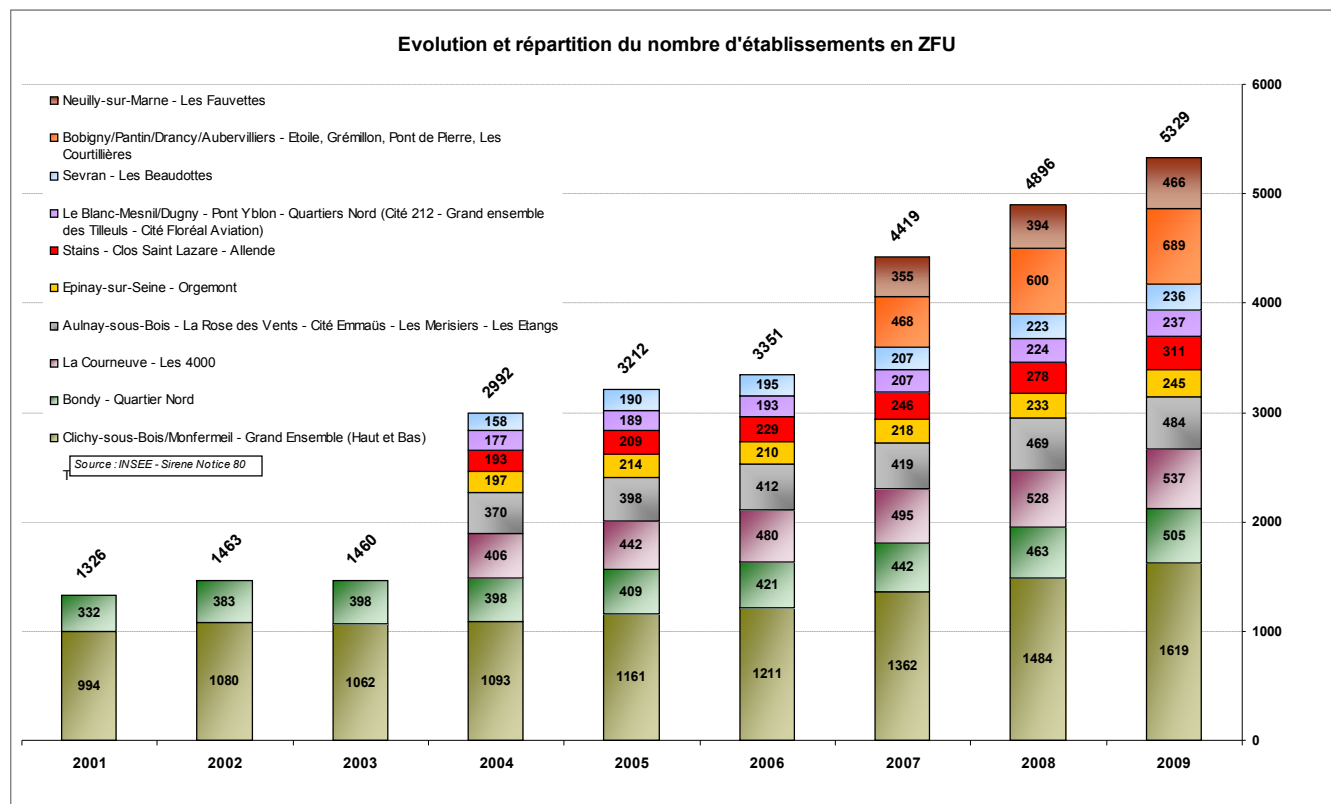
L'année 2008 a enregistré un solde négatif au niveau du département. L'attractivité de ce dernier semble marquer le pas. Le flux de PME devient significativement négatif et impacte plus particulièrement le sud du département ; alors que l'on constate une quasi stabilité des flux des grandes entreprises, ainsi que des TPE.

Les neuf premiers mois de l'année 2009 ont enregistré un solde négatif au niveau du département. Le flux de PME demeure négatif, ainsi que celui, dans une moindre mesure, des grandes entreprises. On notera pour cette période l'installation de CEGELEC (ingénierie électrique).

Source : Banque de France

## LES ENTREPRISES : Démographie d'entreprise (4)

### Nombre d'établissements implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis : évolution depuis 2001



Source : Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis - Données produites au 1<sup>er</sup> janvier chaque année.

Les ZFU sont toujours attractives en Seine-Saint-Denis puisqu'elles attirent un nombre sans cesse grandissant d'établissements. En un an, l'augmentation est de 8,85% pour atteindre un nombre total de 5 329 établissements en 2008.

La hausse du nombre d'établissements est la plus importante dans les ZFU de dernière génération, Neuilly-sur-Marne et Bobigny/Pantin/Drancy/Aubervilliers, respectivement 18,3% et 14,8%. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance :

- des réalisations immobilières de qualité, notamment Energie Parc à Drancy qui propose un hôtel d'activités de 4 000 m<sup>2</sup> décomposé en 10 lots et commercialisé à 80%,
- la présence d'une zone industrielle à Neuilly-sur-Marne (Les Chanoux), au sein de laquelle d'anciens locaux d'activités sont redécoupés pour accueillir de petites entreprises, spécialisées pour la plupart dans les services aux entreprises,
- la proximité immédiate de la capitale pour la ZFU intercommunale, toujours facteur d'attrait pour les entreprises.

D'autres particularités peuvent être relevées au cours de l'année écoulée :

- la ZFU de Clichy-sous-Bois / Montfermeil conserve son dynamisme (+9%) du fait de nombreuses créations d'établissements sans salarié, souvent domiciliés à leur adresse de résidence,
- la ZFU d'Aulnay-sous-Bois (+3,5%) bénéficie de l'extension de la pépinière d'entreprises (20 lots, 59 emplois créés) et de l'hôtel d'activités (5 lots, 114 emplois créés).

# LES ENTREPRISES : Activité des entreprises (1)

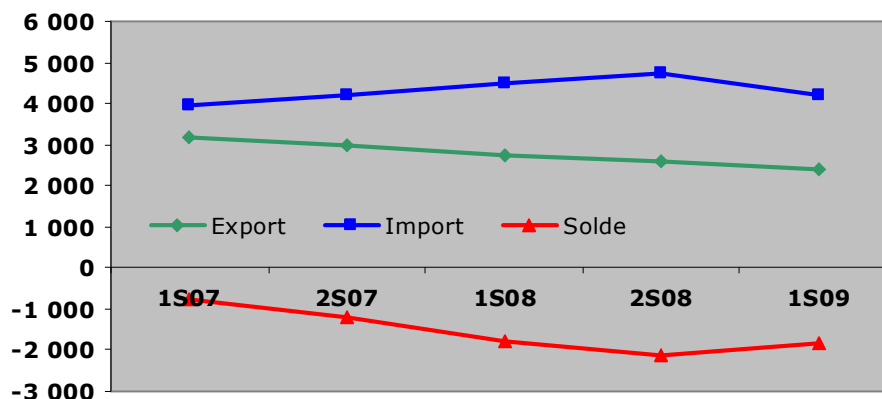
## Le Commerce Extérieur en Seine-Saint-Denis (1<sup>er</sup> semestre 2009)

### Approche globale

Comparativement au second semestre 2008, on assiste à une baisse importante des échanges aussi bien à l'importation (-11,12%) qu'à l'exportation (-8%). En revanche la baisse des importations entraîne une rétractation du solde qui devient par conséquent moins déficitaire.

Flux	1S07	2S07	1S08	2S08	1S09	Evolution 1S09/2S08
<b>Export</b>	3 194	2 990	2 728	2 596	2 388	-8,0%
<b>Import</b>	3 965	4 192	4 503	4 722	4 197	-11,1%
<b>Solde</b>	-771	-1 202	-1 775	-2 126	-1 809	-14,9%

Evolution du commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis par semestre (valeur en million d'euros)

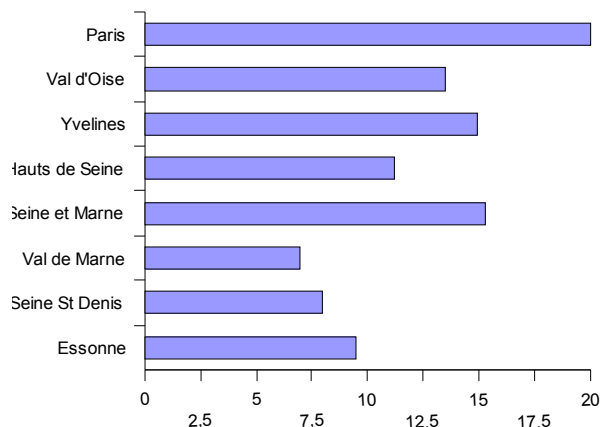


Source : Douanes

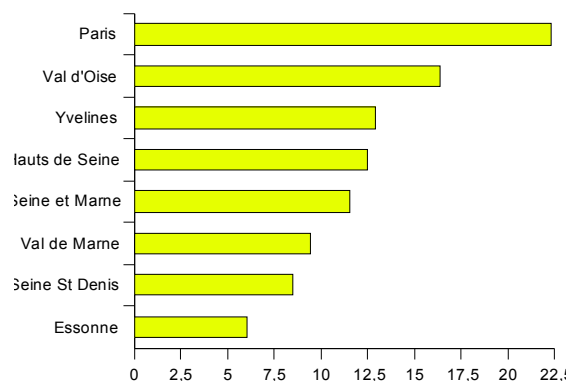
Les exportations de la Seine-Saint-Denis représentent 8,5% des exportations de l'Ile-de-France, (contre 8,4% en 2008) soit une stabilité sur un an.

Les importations de la Seine-Saint-Denis pour le 1<sup>er</sup> semestre 2009 représentent 8% de l'Ile-de-France, contre 7,7% en 2008.

Part des départements d'Ile de France à l'importation



Part des départements d'Ile de France à l'exportation

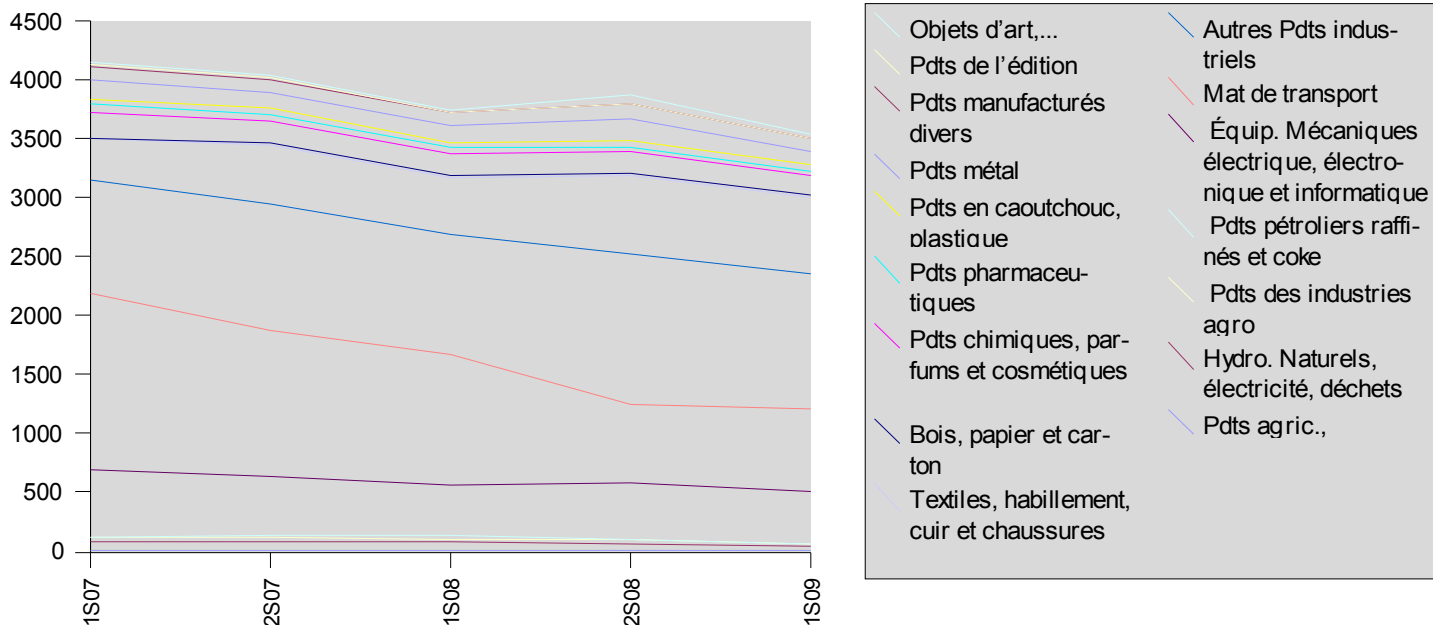


Source : Douanes

## Approche sectorielle

La baisse des exportations touche tous les secteurs sauf celui des matériels de transport qui connaît une évolution positive (+5,11%). Ce secteur d'activité est le second plus important après les autres produits industriels.

### Exportations de la Seine Saint-Denis par semestre depuis 2007 (en millions d'euros)



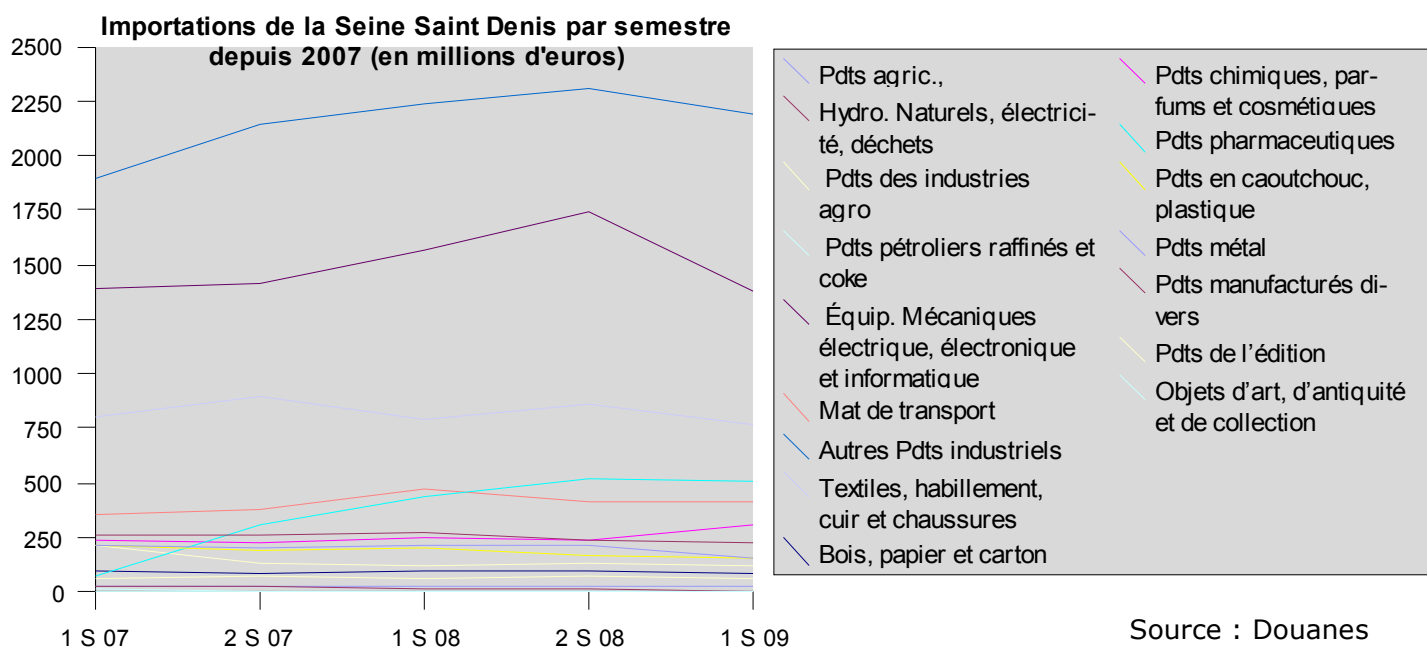
### Evolution par semestre des exportations en % par secteur

Secteurs	2 S 07/1 S 07	1 S 08/2 S 07	2 S 08/1 S 08	1 S 09/2 S 09
Pdts agric., sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	16,67	-42,86	0	-50
Hydro. Pdts des industries extractives, électricité, déchets	-11,76	6,67	-21,25	-36,51
Pdts des industries agro	61,9	-20,59	25,93	-17,65
Pdts pétroliers raffinés et coke	6,67	62,5	-80,77	0
Équip. mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	-10,86	-15,91	11,45	-9,85
Mat de transport	-16,77	-10,8	-39,93	5,11
Autres Pds industriels	10,3	-3,49	24,44	-9,82
Textiles, habillement,...	44,86	-5,13	39,5	-2,98
Bois, papier et carton	0	-7,69	41,67	-29,41
Pdts chimiques, parfums et cosmétiques	-9,48	-1,57	-2,66	-3,83
Pdts pharmaceutiques	-17,65	-12,5	-8,16	-2,22
Pdts en caoutchouc et en plastique, Pdts minéraux divers	-7,55	-2,04	-4,17	-6,52
Pdts métallurgiques et Pdts métalliques	-16,46	8,76	27,52	-40
Pdts manufacturés divers	3,88	-10,28	25	-10,83
Pdts de l'édition et de la communication	-15	-17,65	0	0
Objets d'art, d'antiquité et de collection	30,43	-30	185,71	-61,67

Source : Douanes



A l'importation, tous les secteurs sont dans le rouge : autres produits industriels - 5,1% et les équipements mécanique, électronique, ... -21,02% par exemple.



**Evolution par semestre des importations en % par secteur**

Secteurs	2 S 07/1 S 07	1 S 08/2 S 07	2 S 08/1 S 08	1 S 09/2 S 08
Pdts agric.,	27,27	-17,86	8,7	-24
Hydro. Naturels, électricité, déchets	-4,76	-15	-35,29	-45,45
Pdts des industries agro	-39,05	-5,47	8,26	-10,69
Pdts pétroliers raffinés et coke	33,33	-50	50	-33,33
Équip. Mécaniques électrique, électronique et informatique	2,09	10,37	11,64	-21,02
Mat de transport	5,35	24,6	-10,52	0,24
Autres Pds industriels	13,33	4,57	3,21	-5,1
Textiles, habillement, cuir et chaussures	11,79	-11,11	8,71	-10,69
Bois, papier et carton	-11,34	15,12	-9,09	-4,44
Pdts chimiques, parfums et cosmétiques	-8,75	12,33	-5,69	32,76
Pdts pharmaceutiques	306,76	43,52	19,44	-2,33
Pdts en caoutchouc, plastique	-11	5,38	-18,37	-1,88
Pdts métal	-5,21	5,5	3,32	-32,11
Pdts manufacturés divers	-0,76	1,92	-11,28	-6,36
Pdts de l'édition	20,63	-15,79	12,5	-18,06
Objets d'art, d'antiquité et de collection	-81,82	100	-25	0

Source : Douanes

## LES ENTREPRISES : Activité des entreprises (2)

### Le Commerce Extérieur en Seine-Saint-Denis (1<sup>er</sup> semestre 2009)

#### **Approche géographique**

Le principal partenaire de la Seine-Saint-Denis est toujours l'Union Européenne même si la part de ce secteur est en baisse :

- à l'exportation de -7,82% par rapport au second semestre 2008, qui était lui-même en retrait de 22,39% par rapport au début de l'année 2008.
- à l'importation de -15,12% par rapport au second semestre 2008, alors que celui-ci était en augmentation de 4,97% par rapport au début de l'année 2008.

#### A l'exportation

On observe pour le 1er semestre 2009 une chute globale des exportations. Sur les 5 premiers partenaires de la Seine-Saint-Denis, seule l'Allemagne garde son niveau d'activité avec une progression non négligeable de près de 19%.

#### **Zones d'exportation de la Seine Saint-Denis (en millions d'euros)**

<b>Pays</b>	<b>1S07</b>	<b>2S07</b>	<b>1S08</b>	<b>2S08</b>	<b>1S09</b>	<b>1S09/2S08</b>
Union européenne	2016	1897	1697	1317	1214	-7,82
Europe hors UE	381	353	264	257	229	-10,89
Afrique	257	231	241	274	263	-4,01
Amérique	223	196	188	296	229	-22,64
Proche et Moyen-Orient	86	71	72	87	82	-5,75
Asie	201	213	241	339	352	3,83
Divers	29	29	26	25	18	-28
Zone Euro	1482	1487	1350	1089	1045	-4,04
Nouveaux Etats Membres	145	161	115	104	76	-26,92
ALENA	166	153	150	255	195	-23,53
MERCOSUR	21	23	21	26	21	-19,23
ASEAN	25	26	31	40	37	-7,5

#### **Evolution des exportations par semestre en millions d'euros**

<b>Pays</b>	<b>1 S 07</b>	<b>2 S 07</b>	<b>1 S 08</b>	<b>2 S 08</b>	<b>1 S 09</b>	<b>Evolution 1S 09/2S08</b>
<b>Italie</b>	417	356	343	326	306	-5,92
<b>Belgique</b>	206	340	240	269	222	-17,6
<b>Allemagne</b>	229	247	236	183	218	18,96
<b>Etats-Unis</b>	140	134	132	231	177	-23,69
<b>Espagne</b>	332	265	257	144	148	3,34
<b>Suisse</b>	104	105	132	110	117	6,33
<b>Japon</b>	39	36	55	118	113	-4,17
<b>Algérie</b>	82	64	79	112	97	-14,09
<b>Royaume-Uni</b>	319	213	212	111	89	-19,27
<b>Chine</b>	34	37	53	49	51	4,3
<b>Hong Kong</b>	29	30	30	41	47	14,73

Source : Douanes

## A l'importation

L'Union Européenne reste le principal fournisseur de la Seine-Saint-Denis avec 48,7 % des importations au 1<sup>er</sup> semestre 2009. On note cependant une baisse significative de cette zone (-15,12%), notamment due à une baisse des achats auprès de l'Allemagne (-20,4%), de la République Tchèque (-31,85%) et des Pays-Bas (-40,7%). Pendant la même période, la Chine premier pays fournisseur, revient à son niveau du 1<sup>er</sup> semestre 2008.

### Zones d'importation de la Seine Saint-Denis (en millions d'euros)

<b>Pays</b>	<b>1S07</b>	<b>2S07</b>	<b>1S08</b>	<b>2S08</b>	<b>1S09</b>	<b>1S09/2S08</b>
Union européenne	2102	1939	2294	2408	2044	-15,12
Europe hors UE	311	439	470	541	484	-10,54
Afrique	91	90	66	53	61	15,09
Amérique	248	307	383	322	280	-13,04
Proche et Moyen-Orient	18	17	23	34	31	-8,82
Asie	1136	1255	1081	1163	1032	-11,26
Divers	58	147	185	199	265	33,17
Zone Euro	1642	1490	1668	1724	1521	-11,77
Nouveaux Etats Membres	194	200	580	732	620	-15,3
ALENA	236	293	371	306	268	-12,42
MERCOSUR	7	10	11	13	10	-23,08
ASEAN	92	128	94	97	83	-14,43

### Evolution des importations par semestre en millions d'euros

<b>Pays</b>	<b>1 S 07</b>	<b>2 S 07</b>	<b>1 S 08</b>	<b>2 S 08</b>	<b>1 S 09</b>	<b>Evolution 1S09/2S08</b>
<b>Chine</b>	635	784	663	399	657	64,55
<b>Allemagne</b>	649	622	603	652	519	-20,4
<b>Suisse</b>	118	248	321	352	313	-10,83
<b>Slovaquie</b>	9	8	181	219	242	10,71
<b>Italie</b>	282	267	292	218	238	9,33
<b>Etats-Unis</b>	203	241	320	306	237	-22,36
<b>Pays NDA</b>	4	62	127	379	209	-44,77
<b>Rép tchèque</b>	106	119	164	239	163	-31,85
<b>Hongrie</b>	19	14	162	156	152	-2,59
<b>Espagne</b>	140	131	135	133	138	4,31
<b>Pays-Bas</b>	176	132	121	217	129	-40,7

Source : Douanes

## LES ENTREPRISE : Activité des entreprises (3)

### Evolution des recettes de TVA en Seine-Saint-Denis

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.

### Le chiffre d'affaires

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer.

*NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.*

### **Au 30 juin 2009, les secteurs ayant généré le plus de chiffre d'affaires sont :**

- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 26,32 %.
- Transports : 16,39 %.
- Services aux entreprises : 14,87 %.

### **Chiffre d'affaires réalisé par les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis**

Année	Chiffre d'affaires	Evolution
<b>2006</b>	119 736 519 278 €	8,48%
<b>2007</b>	142 560 173 988 €	19,06%
<b>2008</b>	141 708 736 762 €	-0,60%
<b>30 juin 2009</b>	9 406 391 657 €	- 15,18 %
<b>30 juin 2008</b>	11 089 715 582 €	

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

Chiffre d'affaires global pour juillet 2009 : 11 739 780 022 €.

Les secteurs ayant connu la **plus forte progression** de leur chiffre d'affaires sont :

*De janvier à juin 2009 :*

- Commerce et réparation automobile 25,96 %
- Divers : 5,74 %

Toutes les autres activités ont connu une évolution négative.

*Entre juin 2008 et juin 2009 :*

- Energie : 41,74 %
- Activités immobilières : 14,27 %
- Construction : 5,49 %
- Services aux particuliers : 4,60 %

Toutes les autres activités ont connu une progression négative.

Les secteurs ayant connu la **plus forte baisse** de leur chiffre d'affaires sont :

*De janvier à juin 2009 :*

- Activités immobilières : -57,44 %
- Administration : -56,06 %
- Services aux entreprises : -45,10 %
- Industries de biens d'équipement : -32,99 %
- Industries de biens intermédiaires : -32,32 %

*Entre juin 2008 et juin 2009 :*

- Industries de biens intermédiaires : -39,32 %
- Industries de biens d'équipement : -27,22 %
- Divers : -24,80 %
- Commerce et réparation automobile : -23,91 %
- Activités financières : -23,41 %

Le chiffre d'affaires global a reculé de 26,43 % de janvier à juin 2009 ; de 15,18 % de juillet 2008 à juin 2009.

### **Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution du chiffre d'affaires global**

*Entre le premier semestre 2008 et le premier semestre 2009 :*

	<b>Chiffre d'affaires global</b>	<b>Evolution</b>
<b>Cumul 1<sup>er</sup> semestre 2008</b>	71 866 408 369 €	- 10,38 %
<b>Cumul 1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	64 408 873 834 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur chiffre entre ces deux périodes sont :

- Construction : 5,72 %
- Services aux entreprises : 2,53 %
- Education, santé, action sociale : 2,28 %
- Services aux particuliers : 0,70 %

Toutes les autres activités ont connu une évolution négative.

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur chiffre d'affaires entre ces deux périodes sont :

- Industries de biens intermédiaires : -32,59 %
- Divers : -30,45 %
- Commerce et réparation automobile : -24,11 %
- Industrie automobile : -14,60 %

Entre le 2<sup>ème</sup> semestre 2008 et le premier semestre 2009 :

	Chiffre d'affaires global	Evolution
<b>Cumul 2<sup>ème</sup> semestre 2008</b>	69 842 328 393 €	- 7,78 %
<b>Cumul 1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	64 408 873 834 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur chiffre d'affaires entre ces deux périodes sont :

- Energie : 30,18 %
- Administration : 24,29 %
- Services aux particuliers : 17,95 %
- Construction : 13,15 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur chiffre d'affaires entre ces deux périodes sont :

- Industries de biens intermédiaires : -30,45 %
- Divers : -22,14 %
- Industrie automobile : -17,67 %
- Transports : -16,27 %

### **La TVA brute totale**

Il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France.

Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6% (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche et des prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

*NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.*

**En montant de TVA brute, trois secteurs d'activités arrivent en tête pour juin 2009 :**

- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 32,61 %.
- Services aux entreprises : 17,43 %.
- Commerce de détail et réparation d'articles domestiques : 8,53 %.

**TVA brute dégagée par les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis**

Année	TVA brute	Evolution
<b>2006</b>	16 811 227 116 €	7,90 %
<b>2007</b>	19 612 318 773 €	16,66 %
<b>2008</b>	19 181 237 453 €	-2,20 %
<b>30 juin 2009</b>	1 253 109 296 €	- 16,00 %
<b>30 juin 2008</b>	1 491 755 808 €	

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

La TVA brute collectée s'élève à 1 442 896 242 € pour juillet 2009.

Les secteurs ayant connu la **plus forte progression** de leur TVA brute collectée sont :

*De janvier à Juin 2008 :*

- Commerce et réparation automobile : 11,93 %

Toutes les autres activités ont connu une évolution négative.

*Entre juin 2008 et juin 2009 :*

- Construction : 4,81%
- Activités immobilières : 2,76 %

Toutes les autres activités ont connu une évolution négative.

Les secteurs ayant connu la **plus forte baisse** de leur TVA brute collectée sont :

*De janvier à juin 2009 :*

- Activités immobilières : -64,75 %
- Administration : -61,16 %
- Energie : -36,72 %
- Commerce de détail et réparation d'articles domestiques : -36,01 %
- Services aux entreprises : -34,33 %

Entre juin 2008 et juin 2009 :

- Industrie de biens intermédiaires :	-39,25 %
- Commerce et réparation automobile :	-25,60 %
- Activités financières :	-24,39 %
- Divers :	-23,23 %
- Services aux entreprises :	-20,20 %

La TVA brute collectée globale a reculé de 26,02 % de janvier à juin 2009 ; de 16,00 % de juin 2008 à juin 2009.

**Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution de la TVA brute collectée globale**

Entre le premier semestre 2008 et le premier semestre 2009 :

	Chiffre d'affaires global	Evolution
<b>Cumul 1<sup>er</sup> semestre 2008</b>	9 808 750 376 €	- 11,02 %
<b>Cumul 1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	8 727 887 686 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

- Education, santé, action sociale :	17,40 %
- Construction :	5,57 %
- Energie :	4,49 %
- Activités financières :	0,12 %
- Services aux particuliers :	0,10 %

Toutes les autres activités ont connu une évolution négative.

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

- Industries de biens intermédiaires :	-36,23 %
- Divers :	-28,87 %
- Commerce et réparation automobile :	-27,48 %
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce :	-14,02 %



Entre le second semestre 2008 et le premier semestre 2009 :

	<b>Chiffre d'affaires global</b>	<b>Evolution</b>
<b>Cumul 2<sup>ème</sup> semestre 2008</b>	9 372 487 077 €	- 6,88 %
<b>Cumul 1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	8 727 887 686 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

- Energie :	45,67 %
- Services aux particuliers :	22,17 %
- Education, santé, action sociale :	20,54 %
- Activités immobilières :	15,88 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

- Industries de biens intermédiaires :	-30,42 %
- Divers :	-19,02 %
- Transports :	-13,29 %
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce :	-12,33 %

### **La TVA déductible sur immobilisations**

Par principe, la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable est déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère, notamment, sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est à dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

*NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.*

**Les secteurs ayant effectué les déductions de TVA sur immobilisations les plus élevées sont, pour juin 2009 :**

- Services aux entreprises :	33,71 %.
- Activités financières :	24,08 %.
- Activités immobilières :	12,28 %.

## TVA déduite sur les immobilisations par les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis

Année	TVA déductible sur immobilisations	Evolution
2006	999 647 888 €	14,38%
2007	1 008 176 293 €	0,85%
2008	1 205 683 987 €	19,59%
30 juin 2009	68 447 193 €	-27,36%
30 juin 2008	94 231 366 €	

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

La TVA déductible sur immobilisations pour juillet 2009 est de : 101 580 499 €.

Les secteurs ayant connu la **plus forte progression** de leurs déductions de TVA sur immobilisations sont :

*De janvier à juin 2008 :*

- Commerce et réparation automobile : 184,98 %
- Construction : 57,68 %

Toutes les autres activités ont connu une évolution négative.

*Entre juin 2008 et juin 2009 :*

- Administration : 136,86 %
- Commerce et réparation automobile : 97,88 %
- Industrie automobile : 70,12 %
- Activités immobilières : 56,76 %
- Services aux particuliers : 54,52 %

Les secteurs ayant connu la **plus forte baisse** de leurs déductions de TVA sur immobilisations sont :

*De janvier à juin 2008 :*

- Energie : -99,41 %
- Industrie automobile : -89,95 %
- Industries de biens intermédiaires : -71,91 %
- Activités immobilières : -66,19 %
- Industries de biens d'équipement : -52,96 %

*Entre juin 2008 et juin 2009 :*

- Divers : -59,43 %
- Industries de biens intermédiaires : -54,29 %
- Activités financières : -51,04 %
- Transports : -41,15 %
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : -39,19 %

Les déductions globales de TVA sur immobilisations ont reculé de 49,27 % entre janvier et juin 2009 ; de 27,36 % entre juin 2008 et juin 2009.

## **Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution des déductions globales de TVA sur immobilisations**

*Entre le premier semestre 2008 et le premier semestre 2009 :*

	<b>Chiffre d'affaires global</b>	<b>Evolution</b>
<b>Cumul 1<sup>er</sup> semestre 2008</b>	578 902 530 €	- 6,51 %
<b>Cumul 1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	541 236 012 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

- Industrie automobile :	531,89 %
- Industries de biens d'équipement :	117,99 %
- Education, santé, action sociale :	86,35 %
- Administration :	45,99 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

- Divers :	-41,37 %
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce :	-37,62 %
- Industries de biens intermédiaires :	-32,86 %
- Commerce et réparation automobile :	-26,38 %

*Entre le second semestre 2008 et le premier semestre 2009 :*

	<b>Chiffre d'affaires global</b>	<b>Evolution</b>
<b>Cumul 2<sup>ème</sup> semestre 2008</b>	626 781 457 €	- 13,65 %
<b>Cumul 1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	541 236 012 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

- Industries de biens d'équipement :	114,94 %
- Education, santé, action sociale :	78,48 %
- Administration :	35,09 %
- Activités immobilières :	33,36 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

- Divers : -31,33 %
- Energie : -29,65 %
- Activités financières : -25,84 %
- Industries de biens intermédiaires : -25,21 %

### **La TVA nette à payer**

Il s'agit du montant de TVA due, calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Les sommes effectivement encaissées sont d'un montant inférieur à celui déclaré dans la mesure où certaines entreprises ne versent pas au Trésor public la TVA due du fait de la conjoncture ou du comportement des dirigeants. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement du service des impôts.

De plus, il convient de noter que le montant dû ou payé de TVA est fortement impacté par les investissements et les exportations réalisés par les entreprises les plus importantes.

*NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.*

**Environ 60% des recettes de TVA proviennent, traditionnellement, de trois secteurs d'activité :**

- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 32,03 %
- Services aux entreprises : 21,72 %.
- Activités financières : 9,92 %.

<b>Année</b>	<b>TVA nette à payer</b>	<b>Evolution</b>
<b>2006</b>	5 118 039 556 €	5,83 %
<b>2007</b>	5 760 045 027€	12,54 %
<b>2008</b>	5 607 413 452 €	-2,65 %
<b>30 juin 2009</b>	394 415 369 €	-4,30 %
<b>30 juin 2008</b>	412 152 638 €	

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

La TVA nette à payer pour juillet 2009 est de : 461 300 135 €.

Les secteurs ayant connu la **plus forte progression** de leur TVA nette à payer sont :

*De janvier à juin 2009 :*

- Industrie automobile : 98,95 %
- Industries agricoles et alimentaires : 30,03 %
- Services aux particuliers : 14,88 %
- Energie : 8,77 %

Toutes les autres activités ont connu une évolution négative.

Entre juin 2008 et juin 2009 :

- Industrie automobile :	45,21 %
- Administration :	29,77 %
- Industries agricoles et alimentaires :	15,47 %
- Industries de biens intermédiaires :	10,33 %

Les secteurs ayant connu la **plus forte baisse** de leur TVA nette à payer sont :

De janvier à juin 2009 :

- Activités immobilières :	-65,12 %
- Commerce de détail et réparation d'articles domestiques :	-54,22 %
- Construction :	-40,65 %
- Transports :	-37,81 %
- Administration :	-31,84 %

Entre juin 2008 et juin 2009 :

- Divers :	-30,54 %
- Energie :	-21,57 %
- Education, santé, action sociale :	-19,23 %
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce :	-12,59 %

La TVA nette à payer a reculé de 26,46 % entre janvier et juin 2009 ; de 4,30 % entre juin 2008 et juin 2009.

### **Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution de la TVA nette à payer**

Entre le premier semestre 2008 et le premier semestre 2009 :

	Chiffre d'affaires global	Evolution
<b>Cumul 1<sup>er</sup> semestre 2008</b>	2 862 742 528 €	- 3,45 %
<b>Cumul 1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	2 763 846 360 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

- Education, santé, action sociale :	21,80 %
- Industrie automobile :	21,15 %
- Construction :	15,99 %
- Commerce et réparation automobile :	13,06 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

- Divers : -25,47 %
- Commerce de détail et réparation d'art. domestiques : -23,50 %
- Industries de biens intermédiaires : -17,53 %
- Industries de biens d'équipement : -13,26 %

*Entre le second semestre 2008 et le premier semestre 2009 :*

	<b>Chiffre d'affaires global</b>	<b>Evolution</b>
<b>Cumul 2<sup>ème</sup> semestre 2008</b>	2 744 670 924 €	+ 0,70 %
<b>Cumul 1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	2 763 846 360 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

- Energie : 195,61 %
- Education, santé, action sociale : 72,32 %
- Administration : 29,43 %
- Services aux particuliers : 29,01 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

- Industries agricoles et alimentaires : -18,28 %
- Divers : -16,72 %
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : -13,82 %
- Industries de biens d'équipement : -11,54 %

## LES ENTREPRISES : Activité des entreprises (4)

### SYNTHESE

#### Données globales : Seine-Saint-Denis (en milliards d'euros)

Période	Chiffre d'affaires	TVA Brute totale (application des taux de TVA)	TVA déductible sur immobilisations	TVA nette à payer
<b>Année 2006</b>	119,74	16,81	1	5,12
<b>Année 2007</b>	142,56	19,61	1,01	5,76
<b>Année 2008</b>	141,71	19,18	1,21	5,6
<b>Au 30 juin 2009</b>	9,406	1,25	0,07	0,39
<b>Au 30 juin 2008</b>	11,09	1,49	0,09	0,41

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

#### Données globales : Région Ile-de-France (en milliards d'euros)

Période	Chiffre d'affaires	TVA Brute totale (application des taux de TVA)	TVA déductible sur immobilisations	TVA nette à payer
<b>Année 2006</b>	1902,38	263,09	19,15	75,72
<b>Année 2007</b>	2010,98	275,62	20,99	78,59
<b>Année 2008</b>	2248,03	291,97	22,17	80,94
<b>Au 30 juin 2009</b>	149,34	20,45	1,4	5,85
<b>Au 30 juin 2008</b>	170,47	23,16	1,41	6,43

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

# LES ENTREPRISES : Activité des entreprises (5)

## SYNTHESE

### Evolution des recettes d'impôts sur les sociétés (IS) dans le département de la Seine-Saint-Denis

Les recettes effectivement perçues par la DSF de Seine-Saint-Denis s'élèvent à :

<i>Période</i>	<i>Recettes</i>	<i>Evolution</i>
<b>Année 2006</b>	732 278 219 €	5,70%
<b>Année 2007</b>	884 557 140 €	20,80%
<b>Année 2008</b>	872 115 166 €	- 1,41 %
<b>Au 30.06.2008 (recettes mensuelles)</b>	180 920 636, 19 €	-13,65 %
<b>Au 30.06.2009 (recettes mensuelles)</b>	156 224 127, 07 €	

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

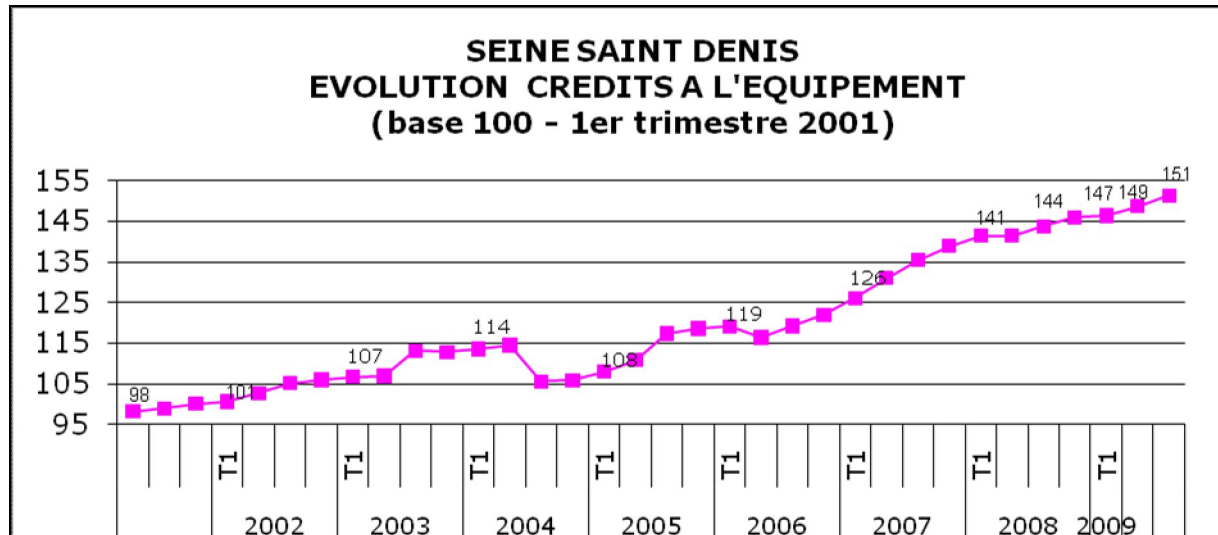
### **Evolution des recettes cumulées du semestre :**

<i>Période</i>	<i>Recettes</i>	<i>Evolution</i>
<b>1<sup>er</sup> semestre 2008</b>	547 615 798,35 €	-12,65 %
<b>1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	478 319 077,21 €	



# LES ENTREPRISES : Niveau de l'investissement

## Crédits à l'équipement des entreprises



Source : Banque de France

Le taux de croissance a été particulièrement soutenu en 2007 (+10,3%) ; il avait été plus modéré en 2006 (+6,7%), l'année ayant été impactée par une stabilisation puis un tassement au premier semestre.

Le repli du taux de croissance pour l'année 2008, pressenti en septembre dernier est confirmé (+3,5%) soit un recul de 7 points par rapport à 2007. Concernant l'année en cours, le taux de croissance en glissement annuel T3-2008 à T3-2009, marque une légère augmentation de 1,4 point et s'établit à 4,9%.

## LES ENTREPRISES : Innovation

### Actualité des pôles de compétitivité

#### Les résultats du 8<sup>ème</sup> appel à projets FUI (Fonds Unique Interministériel)

Le 29 juillet 2009 le gouvernement a annoncé les résultats du huitième appel à projets du FUI, qui se traduisent par le financement de 93 projets de recherche et développement (R&D) émanant de 48 pôles de compétitivité, pour un financement par l'État de 109 M€, auxquels se rajoutent 62 M€ provenant des collectivités territoriales.

Le tiers des projets retenus, soit 33 projets, proviennent des pôles franciliens. Ces projets sont financés pour 53 M€ par le FUI et pour 27 M€ par les collectivités d'Ile-de-France.

<u>Pôle</u>	<u>Nombre de projets déposés (1)</u>	<u>Nombre de projets soutenus</u>	<u>Montant total des aides</u>
<b>System@tic</b>	23	11	27,7 M€
<b>Cap digital</b>	13	7	15,9 M€
<b>Medicen</b>	3	2	5,9 M€
<b>Advancity</b>	5	1	1,8 M€
<b>Astech</b>	4	3	7,5 M€
<b>Movéo</b>	15	6	14,9 M€
<b>Finance Innovation</b>	6	3	5,7 M€
<b>TOTAL</b>	<b>69</b>	<b>33</b>	<b>79,4 M€</b>

(1) projets déposés et maintenus par les porteurs.

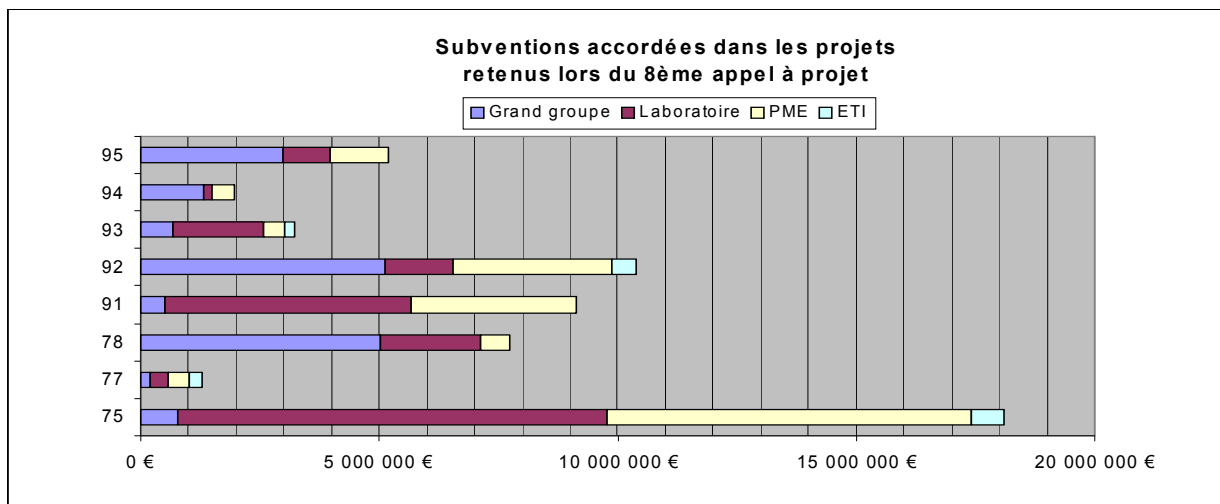
Les partenaires franciliens sont soutenus à hauteur de :

- 22 M€ pour les PME,
- 35 M€ pour les laboratoires,
- 22 M€ pour les grands groupes et entreprises de taille intermédiaire (ETI).

#### Localisation des PME et des Laboratoires aidés

<u>Département</u>	<u>Nombre de PME</u>	<u>Nombre de Laboratoires</u>
<b>75</b>	29	30
<b>77</b>	2	1
<b>78</b>	4	7
<b>91</b>	12	24
<b>92</b>	15	9
<b>93</b>	2	6
<b>94</b>	2	2
<b>95</b>	2	2
<b>TOTAL</b>	<b>68</b>	<b>81</b>

Source : DRIRE





# LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D’AFFAIRES

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d’Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l’Artisanat de la Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l’Emploi et de la Formation Professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • Pôle Emploi de l’Est Francilien • Direction Départementale de l’Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Seine-Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est • Seine-Saint-Denis Avenir • Direction Régionale de l’Industrie, de la Recherche et de l’Environnement

## LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES : Les principaux lieux touristiques

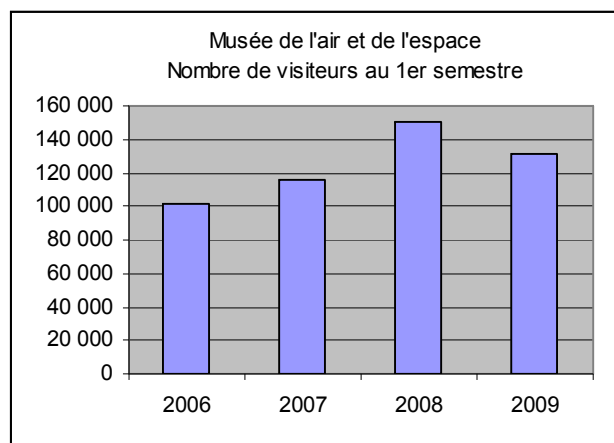
Les chiffres de fréquentation du premier semestre 2009 sont plutôt orientés à la baisse. Le Musée de l'air et de l'espace marque le pas après de fortes hausses, le Stade de France recule à nouveau pour les visites mais progresse encore pour les événements tandis que la Basilique de Saint-Denis réalise un bon semestre.

### Musée de l'air et de l'espace

Malgré une baisse au premier semestre 2009, la politique de gratuité engagée en janvier 2008 continue de stimuler la fréquentation du Musée de l'air et de l'espace qui se maintient à un niveau élevé. Si la fréquentation du premier semestre 2009, qui dépasse les 130 000 visiteurs, est en recul de 12% sur celle enregistrée en 2008, elle reste supérieure de 14% à celle enregistrée en 2007. Il faut, de plus, noter que la fréquentation du mois de juin 2009 a été impactée par le recul de celle du salon international de l'aéronautique dont l'édition 2007 avait été exceptionnelle.

	2006	2007	2008	2009
<b>Musée de l'air et de l'espace</b> Nombre de visiteurs au 1er semestre	102 064	116 035	150 341	131 823

Source : Comité Départemental du Tourisme 93



### Stade de France

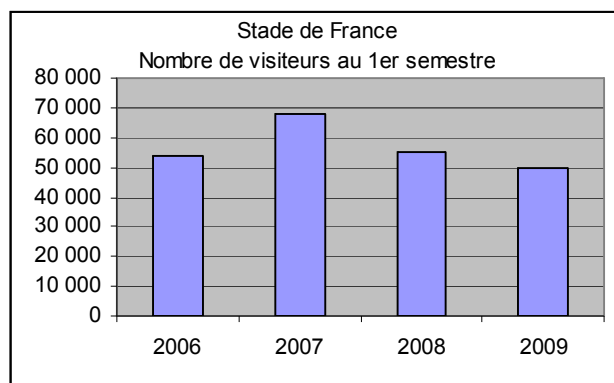
Pour la deuxième année consécutive, la fréquentation des visites du Stade au 1<sup>er</sup> semestre est en recul (-11%) et passe en dessous de la barre des 50 000. Il s'agit du chiffre le plus faible enregistré depuis l'ouverture des visites.

Le public individuel recule sévèrement (-20%) tandis que le public en groupe progresse de 5%. Les visiteurs franciliens représentent 29%, les touristes étrangers 36% et les touristes français 35%, ces derniers étant en fort recul (-14%).

La fréquentation des événements, continue de progresser avec 1 136 392 spectateurs pour 15 événements soit 160 000 de plus qu'au 1<sup>er</sup> semestre 2008.

	2006	2007	2008	2009
<b>Stade de France</b> Nombre de visiteurs au 1er semestre	53 572	67 899	55 374	49 540

Source : Comité Départemental du Tourisme 93



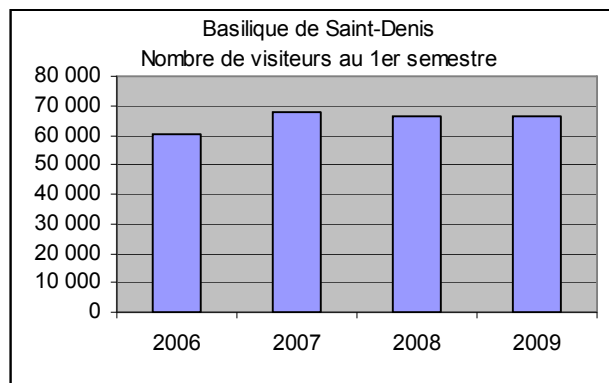
## Basilique de Saint-Denis

La fréquentation de la Basilique de Saint-Denis reste stable avec près de 67 000 entrées. On constate cette même stabilité pour les visiteurs individuels et les visiteurs en groupe.

Sur le semestre, les visiteurs franciliens représentent 43%, les touristes français 23% et les touristes étrangers 34%.

	2006	2007	2008	2009
<b>Basilique de Saint-Denis Nombre de visiteurs au 1er semestre</b>	60 604	67 953	66 158	66 727

Source : Comité Départemental du Tourisme 93



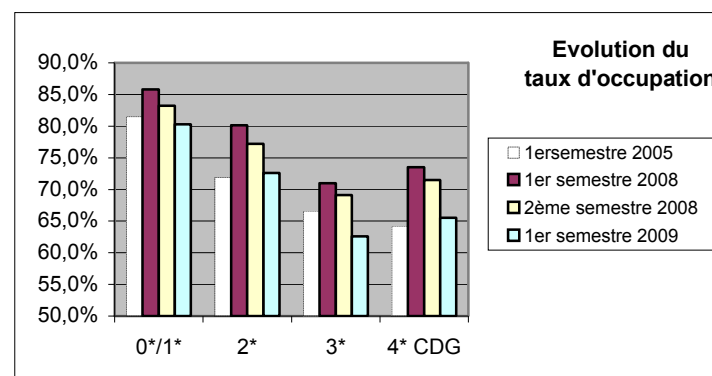
## LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D’AFFAIRES : L’hôtellerie (1)

Les chiffres du second semestre 2009 confirment que l’activité hôtelière est, comme les autres secteurs, touchée par la crise. La fréquentation est redescendue à un niveau comparable à celui de 2004 / 2005. Pour l’heure, le revenu moyen par chambre, bien qu’orienté à la baisse, est loin de s’effondrer.

### La baisse des taux d’occupation s’amplifie

La baisse de fréquentation qui a débuté vers le milieu de l’année 2008 s’est confirmée et amplifiée au premier semestre 2009. Cette tendance est plus marquée pour les établissements 3 et 4 étoiles que pour les hôtels économiques. Les taux d’occupation se situent ainsi à un niveau comparable à ceux de 2004 / 2005, qui correspondaient au bas de la courbe du précédent cycle. Ces évolutions paraissent conformes à la tendance régionale. Il faudra attendre les chiffres du second semestre pour apprécier l’ampleur de la crise dans le secteur qui, pour l’heure, paraît sérieuse mais limitée, au regard du contexte de crise généralisée.

Taux d’occupation	1 <sup>er</sup> semestre 2005	1 <sup>er</sup> semestre 2008	2 <sup>ème</sup> semestre 2008	1 <sup>er</sup> semestre 2009
0*/1*	81,5%	85,8%	83,2%	80,3%
2*	71,9%	80,1%	77,2%	72,6%
3*	66,6%	71,0%	69,1%	62,6%
4* CDG	64,2%	73,5%	71,5%	65,5%



Source : Comité Départemental du Tourisme 93

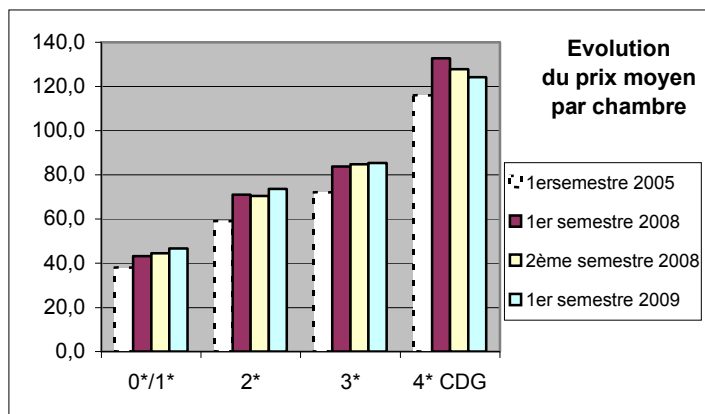
### Les prix moyens restent globalement orientés à la hausse

Comme au semestre précédent, les prix moyens ont continué d’augmenter par rapport au premier semestre 2008, dans les établissements économiques et de moyenne gamme :

- 0/1 \* : + 8%
- 2\* : + 4 %
- 3\* : + 2 %

Les établissements 4 étoiles de la plate-forme de l’aéroport CDG ont, pour leur part, vu leur prix moyen reculer de 6 %.

## LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES : L'hôtellerie (2)



Prix moyen par chambre	1 <sup>er</sup> semestre 2005	1 <sup>er</sup> semestre 2008	2 <sup>ème</sup> semestre 2008	1 <sup>er</sup> semestre 2009
0*/1*	38,0	43,3	44,6	46,7
2*	59,0	71,0	70,4	73,6
3*	72,0	83,7	84,8	85,3
4* CDG	116,0	132,8	127,9	124,2

Source : Comité Départemental du Tourisme 93

### La baisse des revenus moyens par chambre est modérée

Le revenu moyen par chambre, est impacté par la baisse des taux d'occupation. Il l'est peu ou pas pour les catégories économiques si on le compare aux chiffres du 1<sup>er</sup> semestre 2008 :

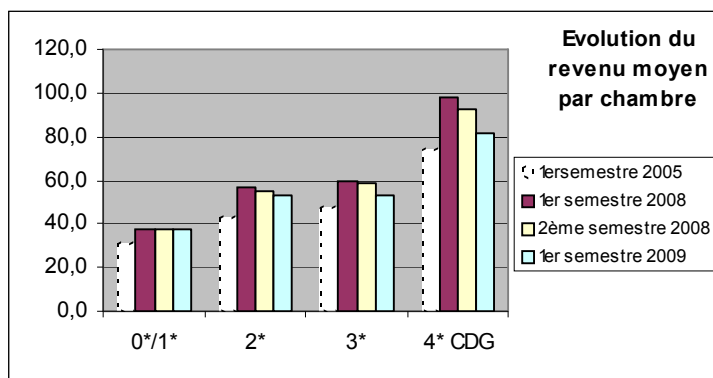
- 0/1 \* : + 1%
- 2\* : - 6 %

L'impact est plus sévère pour les 3 et 4 étoiles :

- 3\* : - 10 %
- 4\* CDG : - 17 %

Ce recul doit toutefois être relativisé si l'analyse porte sur une période plus longue : depuis le 1<sup>er</sup> semestre 2005, le revenu moyen par chambre a progressé de 10 % (4\*) à 24 % (2\*)

Revenu moyen par chambre	1 <sup>er</sup> semestre 2005	1 <sup>er</sup> semestre 2008	2 <sup>ème</sup> semestre 2008	1 <sup>er</sup> semestre 2009
0*/1*	31,0	37,1	37,1	37,5
2*	43,0	56,9	54,7	53,4
3*	48,0	59,5	58,9	53,4
4* CDG	74,0	97,6	92,5	81,3



Source : Comité Départemental du Tourisme 93

## LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES : Les chiffres clés « salons »

### Chiffres clés « salons » sur le Parc des expositions Paris Nord – Villepinte (PNV)

#### Résultats 2008

	<b>2008</b>
<b>Nombre de salons</b>	<b>35</b>
<i>dont professionnels</i>	33
<b>Nombre d'exposants</b>	<b>26 600</b>
<i>dont exposants étrangers</i>	NC
<b>Nombre de visiteurs</b>	<b>1 220 000</b>
<i>dont visiteurs étrangers</i>	NC

Source : nombre, CCIP-SEPNV ; visiteurs et exposants : organisateurs

#### Tendances 2008

Paris-Nord Villepinte a franchi le seuil des 200 000 m<sup>2</sup> grâce à l'inauguration en janvier 2007 du nouveau hall 7 de 15 000 m<sup>2</sup>, situé à l'entrée du parc et bénéficie maintenant d'une surface brute couverte d'exposition de 206 000 m<sup>2</sup>. La prochaine échéance d'extension du site est prévu pour 2010 ou 35 000 m<sup>2</sup> supplémentaires devraient voir le jour.

Les années paires sont généralement meilleures à Paris-Nord Villepinte du fait de la présence de grands salons biennaux comme le SIAL. Toutefois cette année 2008 reste inférieure à 2006 en termes de participation avec 26 600 exposants contre 30 000 sur toute l'année 2006 et 1 220 000 visiteurs contre 1 415 000 pour 2006. Cette baisse de fréquentation est à relativiser du fait de l'absence d'Intermat, un très gros salon triennal.

Par ailleurs, les salons Orhopa, Fatex, Rexel et Proseg quittent Paris-Nord Villepinte pour un autre site d'expositions parisien.

Paris-Nord a obtenu la tenue en 2008 des salons tournants en Europe Health Ingredients et Natural Ingredients

Enfin, l'année 2008 est marquée par le transfert à Paris-Nord Villepinte des salons FORUM DE L'ELECTRONIQUE, MESUREXPO, OPTO et VISION –SHOW avec un regroupement aux mêmes dates.

### Chiffres clés « salons » sur le Parc des expositions de Paris Le Bourget :

#### Résultats 2008

	<b>2008</b>
<b>Nombre de salons</b>	<b>14</b>
<i>dont professionnels</i>	8
<b>Nombre d'exposants</b>	<b>4 000</b>
<i>dont exposants étrangers</i>	NC
<b>Nombre de visiteurs</b>	<b>473 000</b>
<i>dont visiteurs étrangers</i>	NC

Source : nombre, CCIP-SEPNV ; visiteurs et exposants : organisateurs



## **Tendances 2008**

Les années paires sont généralement moins bonnes au Bourget, notamment du fait de l'absence du Salon de l'Aéronautique. Le nombre de salons est toutefois inférieur aux 24 organisés en 2006, notamment du fait de la requalification de certains salons en « autres événements » suite à un changement de nomenclature de la part du gestionnaire du site et du déménagement de certains salons pour d'autres sites d'expositions d'Ile-de-France. De même, les 473 000 visiteurs sont inférieurs aux 539 000 enregistrés en 2006, ainsi que les 4 000 exposants contre 4 200 en 2006.



# L'EMPLOI

---

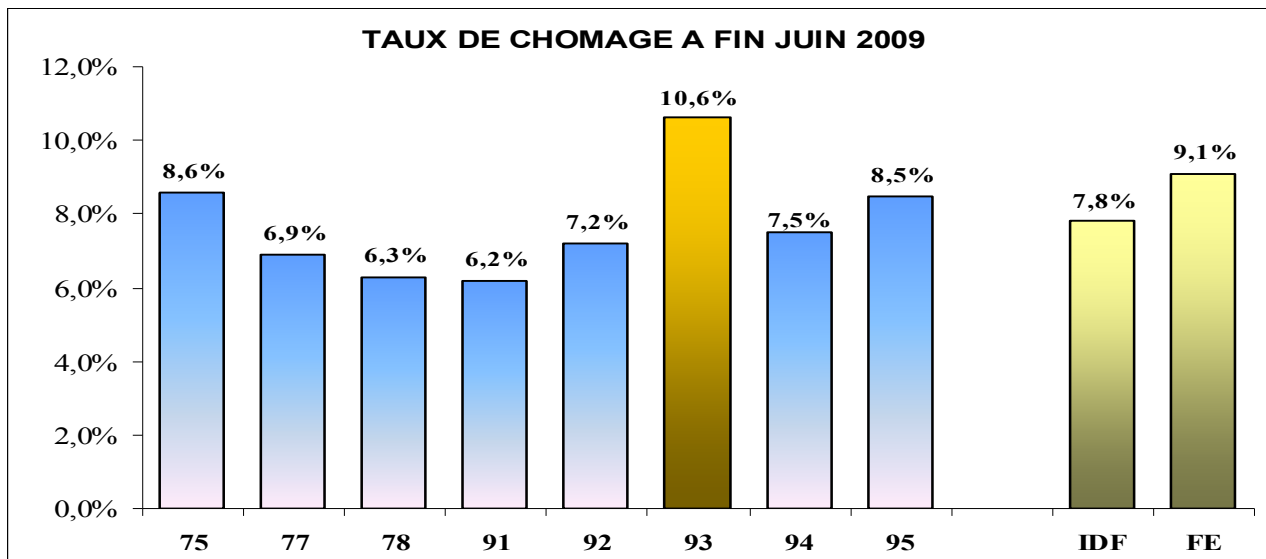
Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● Pôle Emploi de l'Est Francilien ● Direction Départementale de l'Equipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Seine-Saint-Denis Avenir ● Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

# L'EMPLOI : Le marché du travail (1)

## Les différents taux de chômage de la région Ile-de-France

A la fin du mois de juin 2009, le taux de chômage s'élève en Seine-Saint-Denis à 10,6% (contre 7,8% en Ile de France et 9,1% pour la France entière).

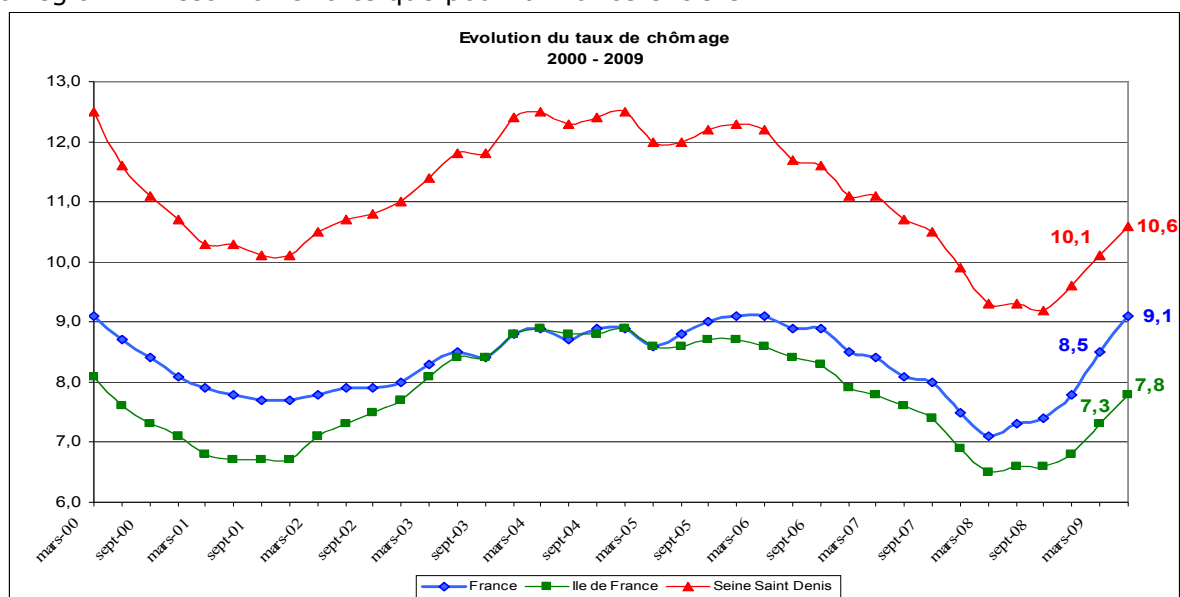
Ce taux est le plus élevé de l'Ile de France, mais sur un an la variation a été dans la moyenne avec +1,3% (les Yvelines, le Val de Marne font +1,1%, le Val d'Oise fait +1,5%). Paris se situe à +1,2% (comme la région IDF). La France entière a progressé de 1,9% sur la même période.



Source : INSEE

## Evolution comparée des taux de chômage de la Seine Saint Denis, de l'Ile de France et de la France entière (de 2000 à 2009)

Cette courbe trimestrielle, montre l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis depuis mars 2000 (+12,5 % en SSD). Une décroissance apparaît en juin 2006 (+11,7% en SSD) similaire aux courbes régionale (+8,4%) et nationale (+8,9%). Un ralentissement est observé depuis mars 2008 (+9,4% en SSD). Le point le plus bas est atteint en septembre 2008 (+9,1% en SSD), mais présente une remontée au mois de décembre 2008 avec 9,5 points. Le début de l'année 2009 est dans la continuité du mois de décembre 2008, cependant la pente des courbes de la Seine St Denis et de la région IDF est moins forte que pour la France entière.



Source : INSEE

## Les demandes d'emploi en fin de mois et demandes d'emploi enregistrées en juin 2009

Au mois de juin 2009, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois continue de progresser sur un an (+10,8%).

Sur la même période, la catégorie des moins de 25 ans montre une très forte variation à la hausse, + 20,6%. Les seniors progressent également de +10,9% entre juin 2008 et juin 2009. Le nombre de DEFM « femmes » montrent une élévation de +5,8%, et celui des chômeurs longue durée +1,7%.

Situation en fin juin 2009	Valeur	Évolution annuelle
a) Demande d'emploi fin de mois catégorie A, B, C (*) :	<b>102 460</b>	<b>10,8 %</b>
- dont chômeurs longue durée	<b>32 290</b>	<b>1,7 %</b>
- dont jeunes - 25 ans	<b>12 690</b>	<b>20,6 %</b>
- dont + 50 ans	<b>18 040</b>	<b>10,9 %</b>
- dont femmes	<b>47 590</b>	<b>5,8 %</b>
b) Demande d'emploi enregistrée, catégorie A,B,C (cumul annuel au dernier mois connu) :	<b>168 338</b>	<b>4,7 %</b>
- dont jeunes - 25 ans	<b>37 716</b>	<b>8,1 %</b>
- dont femmes	<b>81 179</b>	<b>1,4 %</b>

Source : DARES / Pôle Emploi

(\*) Les nouvelles catégories pour comptabiliser le chômage :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

## Les offres d'emplois enregistrées (OEE), satisfaites et annulées

Les offres d'emploi durable (29 353) représentent 57,8% des offres, leur progression est négative avec -17,1% sur un an. Les offres d'emploi temporaire (16 892) représentent 33,3% des offres, leur progression est également négative avec -9,9% sur un an. Les offres d'emploi occasionnel (4 522) représentent 8,9% des offres, leur progression, négative, est de -33,1% sur un an.

Les offres d'emploi satisfaites tous types (48 700) baissent de -6,6% entre juin 2008 et juin 2009.

Situation en fin JUIN 2009	% par nature de contrat	Valeur	Evolution juin 2009 / juin 2008
<b>Offres d'emploi enregistrées</b> tous types (cumul annuel au dernier mois connu) :		<b>50 767</b>	<b>- 16,7 %</b>
- dont nature du contrat <b>emploi durable</b>	<b>57,8 %</b>	<b>29 353</b>	<b>- 17,1 %</b>
- dont nature du contrat <b>emploi temporaire</b>	<b>33,3 %</b>	<b>16 892</b>	<b>- 9,9 %</b>
- dont nature du contrat <b>emploi occasionnel</b>	<b>8,9 %</b>	<b>4 522</b>	<b>- 33,1 %</b>
<b>Offres d'emploi satisfaites</b> tous types (cumul annuel au dernier mois connu)		<b>48 700</b>	<b>- 6,6 %</b>

Source : DARES-Pôle Emploi

## Les autres caractéristiques

<b>Le recueil des offres par taille d'établissements</b>			
	<b>SEINE-SAINT-DENIS</b>		
	<b>1T 2009</b>	<b>2T 2009</b>	<b>SEMESTRE</b>
<b>0 à 9 salariés</b>	4 389	4 450	8 839
<b>10 à 49 salariés</b>	2 807	2 862	5 669
<b>50 à 199 salariés</b>	1 526	1 483	3 009
<b>200 salariés et +</b>	2 001	2 174	4 175
<b>Non défini</b>	815	947	1 762
<b>TOTAL</b>	<b>11 538</b>	<b>11 916</b>	<b>23 454</b>

<b>Le recueil des offres par type d'emploi</b>			
	<b>SEINE-SAINT-DENIS</b>		
	<b>1T 2009</b>	<b>2T 2009</b>	<b>SEMESTRE</b>
<b>Emploi durable</b>	6 739	6 448	13 187
<b>Emploi temporaire</b>	3 848	4 420	8 268
<b>Emploi occasionnel</b>	951	1 048	1 999
<b>TOTAL</b>	<b>11 538</b>	<b>11 916</b>	<b>23 454</b>

Source : Pôle Emploi

<b>Les principaux secteurs recruteurs (par NAF)</b>	
<b>SEINE-SAINT-DENIS</b>	
	<b>1er SEMESTRE 2009</b>
<b>02 INDUSTRIE</b>	767
<b>03 B.T.P</b>	1 498
<b>04 TERTIAIRE</b>	21 180
<b>N ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN</b>	3 512
<b>G COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES</b>	3 186
<b>J INFORMATION ET COMMUNICATION</b>	2 100
<b>M ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES</b>	1 865
<b>Q SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE</b>	1 857
<b>P ENSEIGNEMENT</b>	1 787
<b>TOTAL</b>	<b>23 454</b>

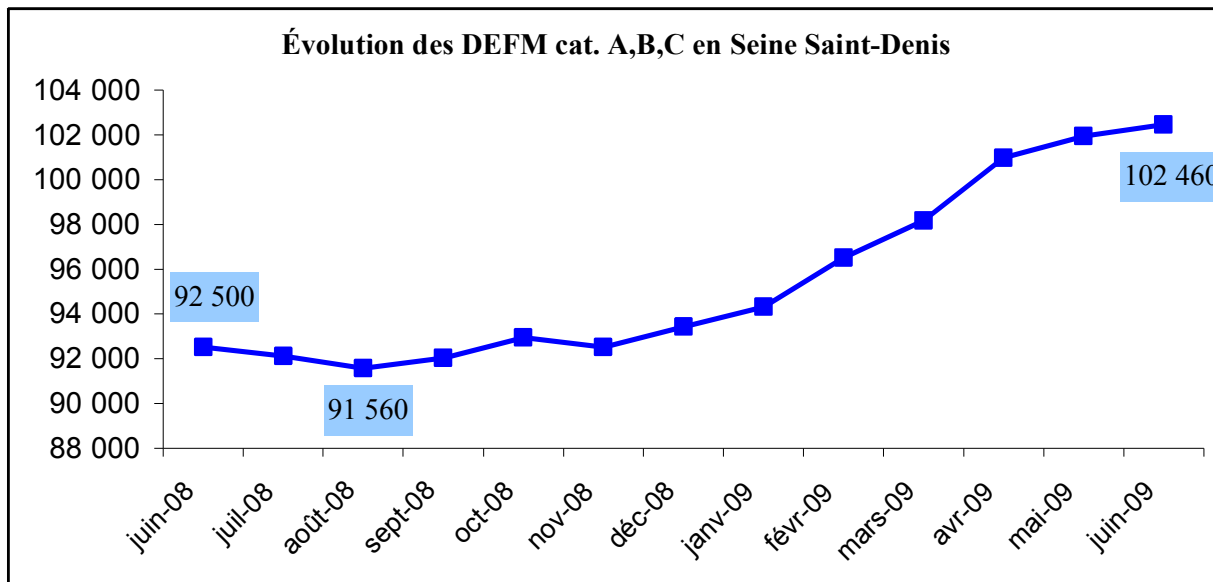
Source : Pôle Emploi

<b>Principaux métiers recherchés par les établissements offreurs</b>			
<b>SEINE-SAINT-DENIS</b>			
	<b>1T 2009</b>	<b>2T 2009</b>	<b>SEMESTRE</b>
<b>12 Personnel des services administratifs et commerciaux</b>	1 732	2 006	3 738
<b>14 Personnel de la distribution et de la vente</b>	1 781	1 790	3 571
<b>43 Personnel du transport et de la logistique</b>	1 391	1 870	3 261
<b>11 Personnel des services aux personnes et à la collectivité</b>	1 184	1 423	2 607
<b>13 Personnel de l'industrie hôtelière</b>	771	742	1 513
<b>42 Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction</b>	770	617	1 387
<b>21 Professionnels des arts et du spectacle</b>	645	543	1 188
<b>44 Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique</b>	603	364	967
<b>23 Professionnels de l'intervention sociale, du développement local et de l'emploi</b>	530	394	924
<b>32 Cadres administratifs et professionnels de l'information et de la communication</b>	398	382	780
<b>52 Techniciens industriels</b>	397	318	715
<b>22 Professionnels de la formation initiale et de la formation continue</b>	199	331	530
<b>33 Cadres commerciaux</b>	285	235	520
<b>61 Agents de maîtrise, techniciens et cadres techniques hors industrie</b>	201	203	404
<b>47 Personnel de type artisanal</b>	134	225	359
<b>24 Professionnels de la santé (professions paramédicales)</b>	137	161	298
<b>53 Cadres techniques de l'industrie</b>	150	103	253
<b>41 Personnel de l'agriculture et de la pêche</b>	119	86	205
<b>46 Personnel des autres industries (matériaux souples, industries graphiques, ameublement et bois)</b>	62	56	118
<b>45 Personnel des industries de process</b>	18	34	52
<b>51 Maîtrise industrielle</b>	20	15	35
<b>31 Professionnels de la santé (professions médicales)</b>	11	18	29
<b>TOTAL</b>	<b>11 538</b>	<b>11 916</b>	<b>23 454</b>

Source : Pôle Emploi

### Évolution des DEFM catégorie A, B, C sur douze mois (en données brutes)

Partie de juin 2008 avec 92 500 DEFM de catégorie A, B, C et un point minimum en août 2008 (91 560), la courbe des DEFM a suivi une pente croissante qui représente 102 460 demandeurs d'emploi à fin juin 2009.

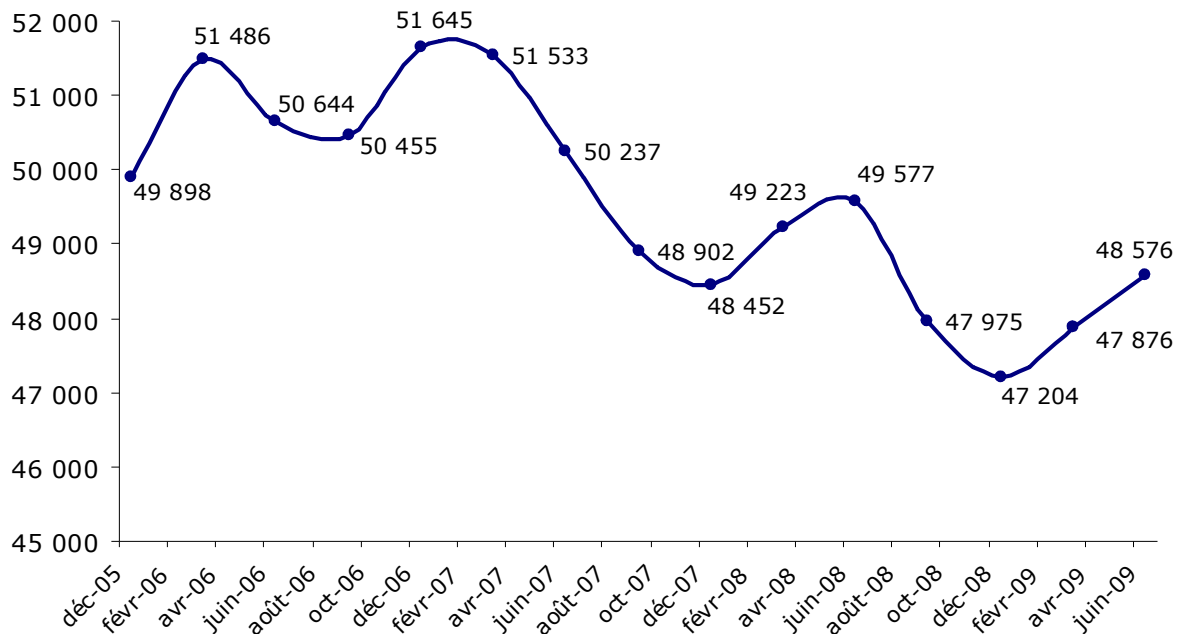


Source : DARES-Pôle Emploi (traitement DDTEFP)

## L'EMPLOI : Le marché du travail (2)

### Le nombre d'allocataires du RMI

Evolution du nombre d'allocataires du RMI en Seine-Saint-Denis  
(déc-05 mai-09)



Source : CESDI/DPAS/CG93

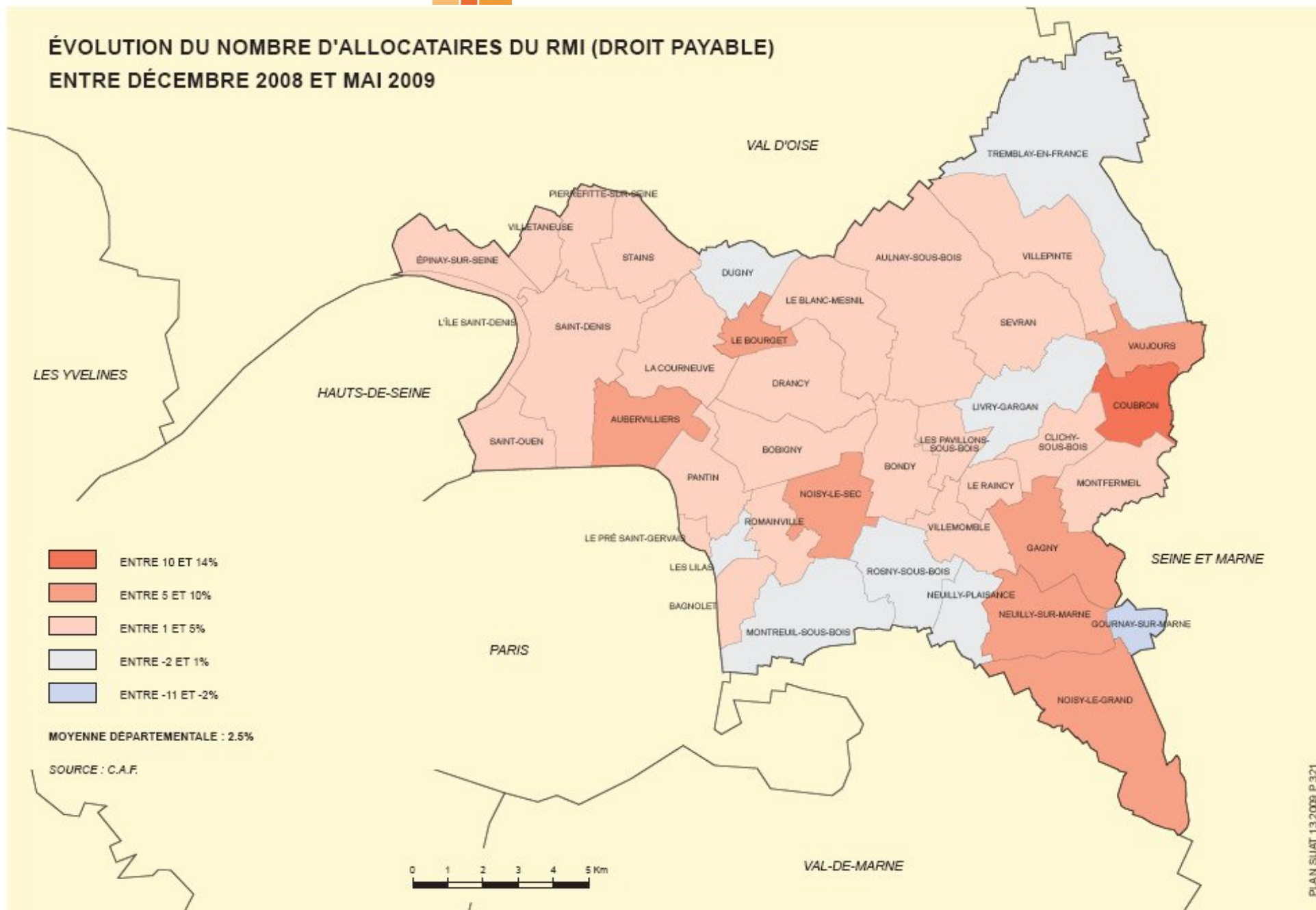
Après la baisse observée du nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion en 2008 (-2,6%), le nombre de personnes présent dans le dispositif est de nouveau à la hausse dans les premiers mois de l'année 2009. De 47 204 allocataires enregistrés en décembre 2008 on passe à 48 576 en mai 2009, soit une augmentation de 2,9% en 5 mois. La hausse s'est accélérée au cours des mois d'avril et mai puisque la progression enregistrée s'élève à 1,5% en 2 mois contre 1,4% pour les trois premiers mois (janvier à mars) de l'année 2009.

NB : Le Revenu de Solidarité Active (RSA) étant entré en vigueur en juin 2009, les chiffres que nous communiquerons désormais concerneront cette nouvelle prestation.





## ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ALLOCATAIRES DU RMI (DROIT PAYABLE) ENTRE DÉCEMBRE 2008 ET MAI 2009



Au cours des 5 premiers mois de l'année 2009, le nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) est en progression de 2,9% au niveau départemental. A l'échelle communale l'évolution est plus nuancée. Entre janvier et mai 2009, on observait dans certaines villes des baisses relativement importantes tandis que dans d'autres, l'augmentation pouvait atteindre 14%. Mais, pour la majorité des villes, l'accroissement du nombre d'allocataires du RMI était comprise entre 1% et 5%.

## L'EMPLOI : Le marché du travail (3)

### Les contrats d'insertion

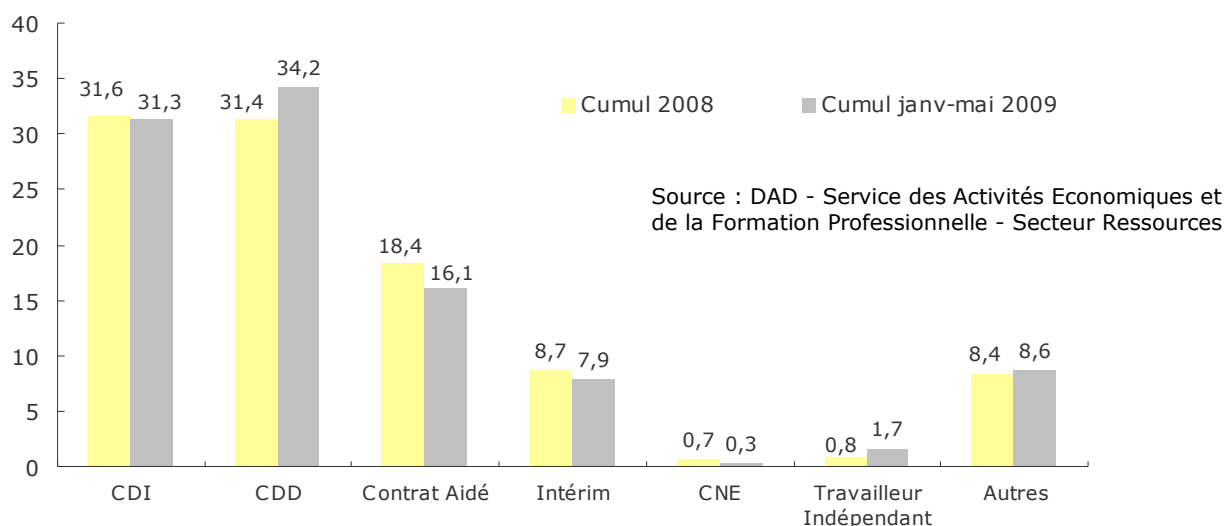
LES CONTRATS D'INSERTION						
Source : CESDI/DPAS/CG93						
Evolution du nombre de contrats d'insertion et du nombre de reprises par l'activité déclarées*						
	Cumul 2008	déc-08	mars-09	mai-09	Cumul janv à mai 2009	
Nombre de contrats d'insertion signés	10 964	2 010	2 306	2 139	<b>10 528</b>	
Nombre des reprises d'activité (déclarées)	3380	477	399	396	<b>1 818</b>	
Taux de reprise d'activité (%)	30,8	23,8	17,3	18,5	<b>17,3</b>	

Le cumul du nombre de contrats d'insertion signé entre janvier et mai 2009 est en forte augmentation dans le département de la Seine-Saint-Denis. En 5 mois le nombre de contrats signés est quasiment égal à celui enregistré tout au long de l'année 2008 (10 528 contre 10 964). Par contre, dans le même temps, le nombre de reprises d'activité déclarées est en très forte régression. Le taux de reprise d'activité s'élevait en mai 2009 à 17,3% contre 30,8% en décembre 2008.

\* Le nombre de reprises par l'activité est ici inférieur à la réalité en raison du mode de comptage. Ne sont prises en compte, que les personnes ayant déclaré une reprise d'activité

### Les reprises d'activité et la nature des contrats

Evolution (en %) des reprises d'activité selon le type de contrat  
(cumul 2008/cumul janv à mai 2009)



En ce qui concerne les différents types de contrat signés lors des reprises d'activité, on constate une augmentation des CDD (+2,8 points), des travailleurs indépendants (deux fois plus) et des autres types de contrat (+0,2 point). Les contrats aidés, l'intérim, les CNE et les CDI sont en baisse respectivement de 2,3 points, 0,8 point, 0,4 point et 0,3 point.

## L'EMPLOI : Le marché du travail (4)

### Département de la Seine-Saint-Denis

### Données de janvier à juin 2009 par secteur d'activité

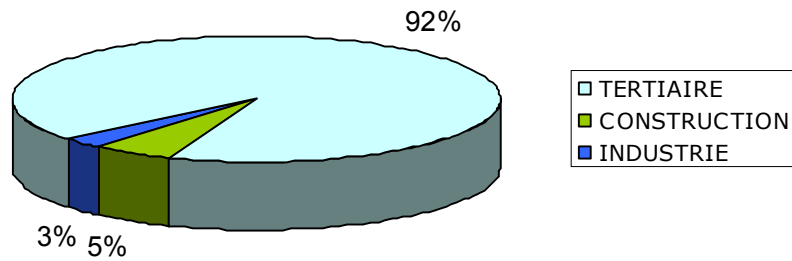
Secteur d'activité		Déclaration d'embauche janv 09 à juil 09	Poids secteur	Evolution 1S09/ 1S08
T E R T I A I R E	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	23 673	7,01%	-
	Transport	12 713	3,76%	-
	Hébergement et restauration	40 741	12,06%	-
	Information et communication	55 873	16,54%	-
	Activités financières et d'assurance	3 648	1,08%	-
	Activités immobilières	1 598	0,47%	-
	Activités scientifiques et techniques ; soutien et services administratifs	90 954	26,92%	-
	Adm publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale	26 538	7,86%	-
	Autres activités de services	54 923	16,26%	-
<b>TERTIAIRE</b>	<b>310 661</b>	<b>91,96%</b>	<b>-26,68%</b>	
CON.	<b>CONSTRUCTION</b>	<b>17 799</b>	<b>5,27%</b>	<b>36,84%</b>
I N D U S T R I E	Agriculture, sylviculture, pêche	32	0,01%	-
	Industries agro alimentaire	2 673	0,79%	-
	Cokéfaction et raffinage	92	0,03%	-
	Equipements électriques, électroniques, informatiques	537	0,16%	-
	Fabrication de matériels de transport	235	0,07%	-
	Autres produits industriels	5 016	1,48%	-
	Industries extractives, énergie, eau	768	0,23%	-
	<b>INDUSTRIE</b>	<b>9 353</b>	<b>2,77%</b>	<b>-6,63%</b>
<b>TOTAL</b>		<b>337 813</b>	<b>100,00%</b>	<b>-24,38%</b>

Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

Le nombre de déclarations uniques d'embauches diminue de plus de 24% par rapport à la même période en 2008, cette baisse est beaucoup plus importante pour le secteur tertiaire puisqu'il représente 92% des déclarations du département.

**Département de la Seine-Saint-Denis**  
**Données de janvier à juin 2009 par secteur d'activité (suite)**

**Répartition des DUE par activité**



Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

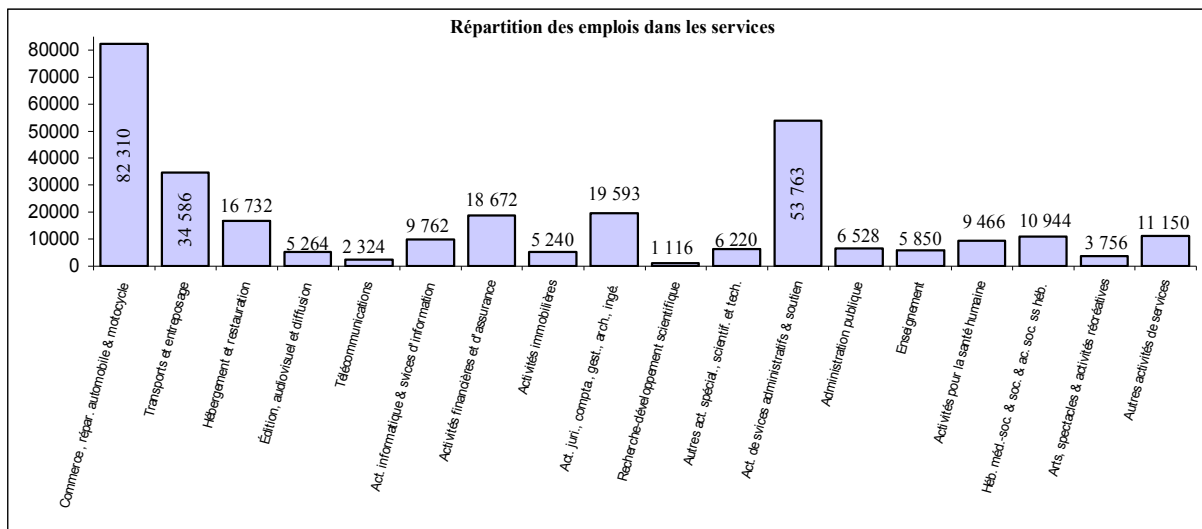
<i>TERTIAIRE</i>	310 661	91,96%
<i>CONSTRUCTION</i>	17 799	5,27%
<i>INDUSTRIE</i>	9 353	2,77%
	337 813	100,00%

## L'EMPLOI : Données sur l'emploi (1)

### Répartition des emplois dans les services de Seine-Saint-Denis en 2008 (données provisoires)

NB : La révision 2 de 2008 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2008 de la Nomenclature d'Activités Française (NAF, rév.2) a conduit à un redécoupage des activités.

Dans les services, les emplois du commerce, de la réparation automobile et motocycle représentent la part la plus importante (82 310 emplois soit 27,1%), suivis par les activités de service administratif et de soutien (53 763 emplois soit 17,7%), les transports et l'entreposage (34 586 emplois soit 11,4%).

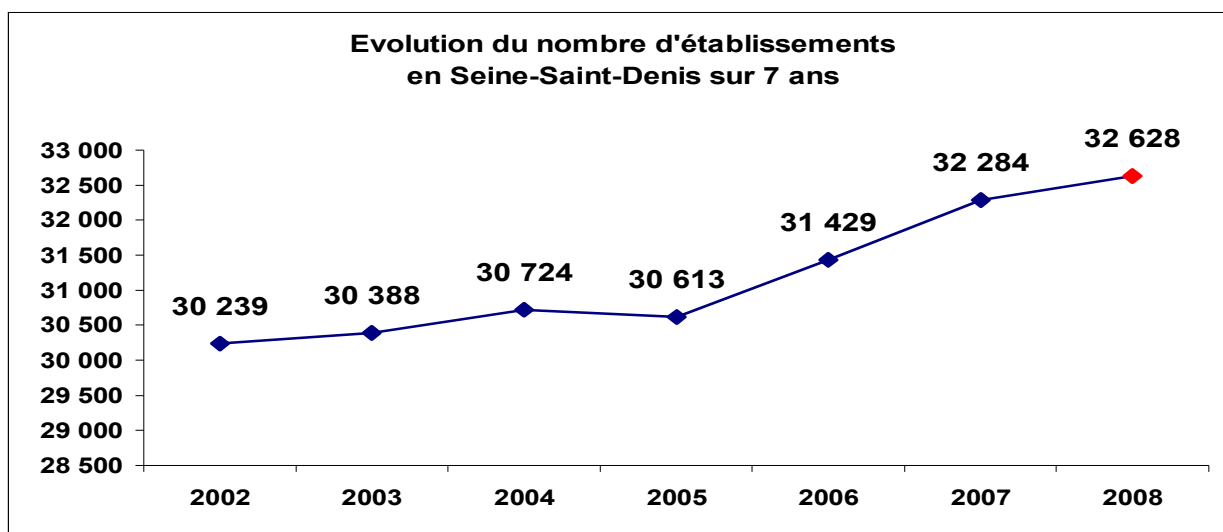


Source : Pôle Emploi Services (traitement DDTEFP 93)

### Evolution du nombre d'établissements (2008 : données provisoires)

De 2002 à 2008, le nombre d'établissements en Seine-Saint-Denis s'est accru de 2389 entreprises, passant de 30 239 à 32 628, soit une progression de +7,9%.

Entre 2007 et 2008, la courbe de progression marque une accentuation moins forte (+1,0%).



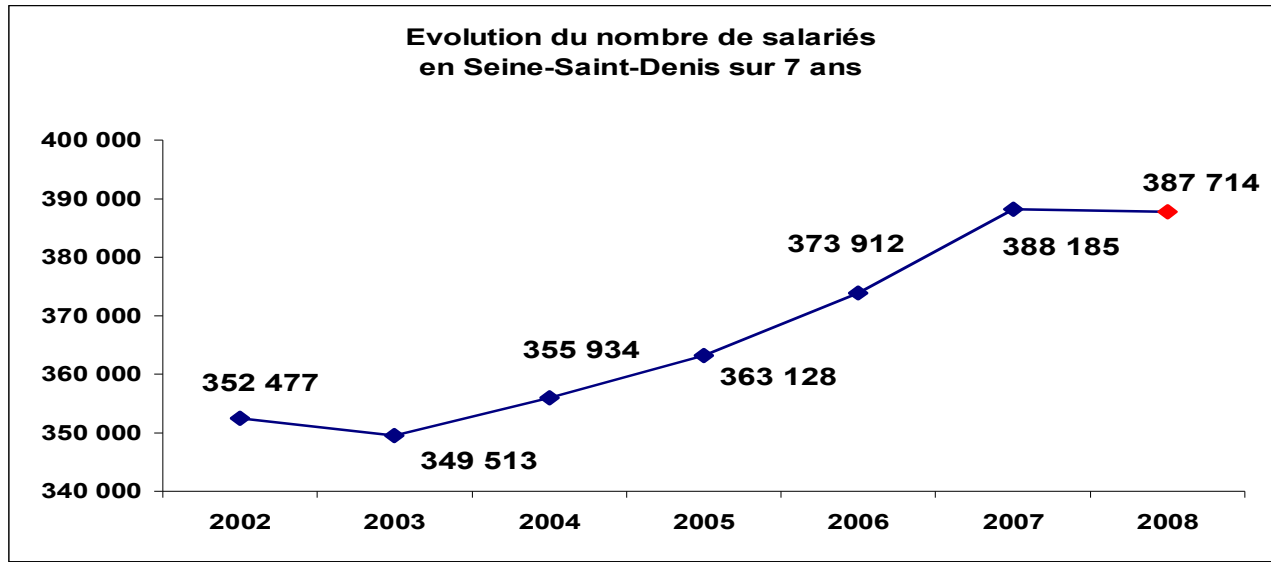
Source : Pôle Emploi Services (traitement DDTEFP 93)

### **Evolution du nombre de salariés (2008 : données provisoires)**

De 2002 à 2007, l'emploi salarié est passé de 352 477 en 2002 à 388 185 en 2007, soit une progression de 35 708 emplois (+10,1%).

De 2007 à 2008, l'emploi salarié est passé de 388 185 en 2007 à 387 714 en 2008, soit une régression de 471 emplois (-0,1%).

La dynamique enclenchée en matière de création d'emplois s'est poursuivie de 2003 à 2007 (+ 6421 salariés soit +1,8% de 2003 à 2004, + 7194 salariés soit +2,0% de 2004 à 2005, + 10 784 salariés soit +3,0% de 2005 à 2006, 14 273 salariés soit +4,0% de 2006 à 2007), mais marque le pas entre fin 2007 et 2008.

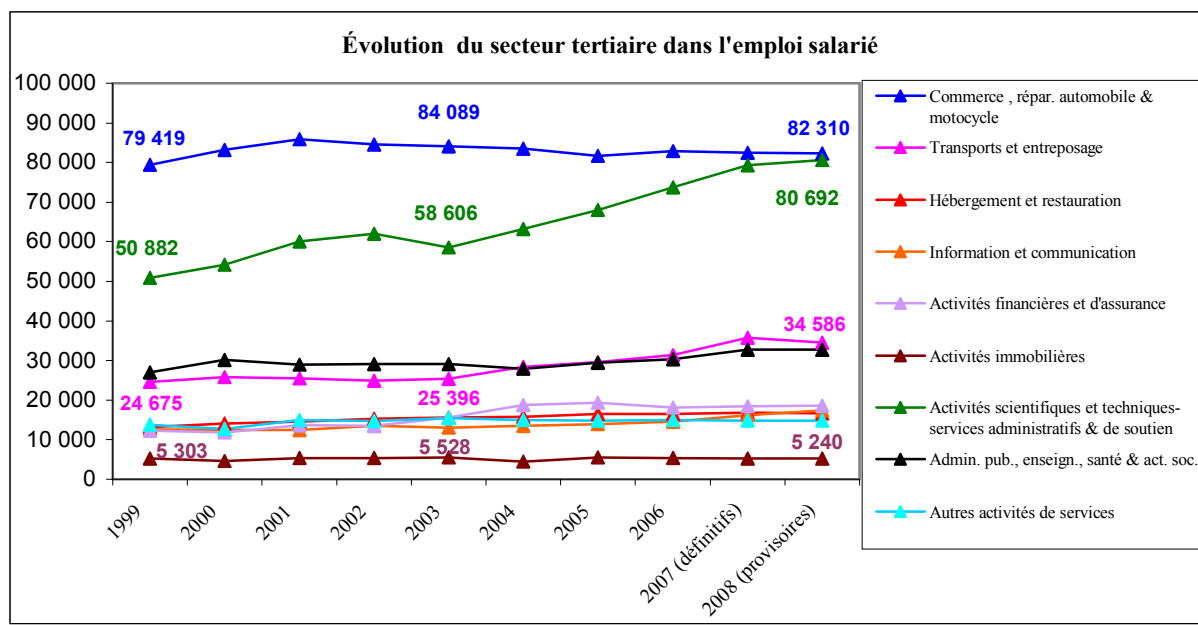


Source : Pôle Emploi Services (traitement DDTEFP 93)

## L'EMPLOI : Données sur l'emploi (2)

### Évolution des emplois du secteur tertiaire de 1999 à 2008

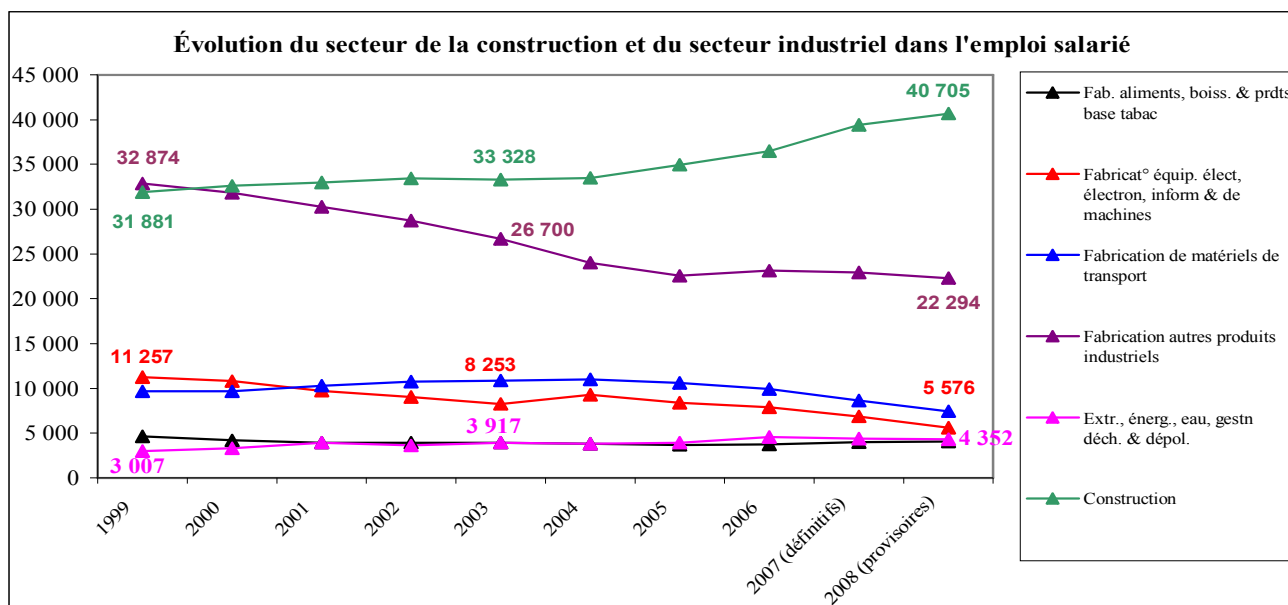
De 1999 à 2007, il est constaté globalement une progression sur l'ensemble des secteurs d'activités. De 2003 à 2008, la plus forte progression concerne les activités scientifiques, techniques, administratives et de soutien (+37,7%) suivies par les transports et l'entreposage (+36,2%). De 2007 à 2008, l'ensemble des secteurs n'a pas progressé sauf les activités scientifiques, techniques, administratives et de soutien.



Source : Pôle Emploi Services (traitement DDTEFP 93)

### Évolution des emplois des secteurs industriels et de la construction de 1999 à 2008

Sur la période 1999 à 2008, hormis les secteurs de l'énergie, de l'extraction, de l'eau, de la gestion des déchets, de la dépollution (+44,7%) et de la construction (+27,7%), il est constaté une régression sur l'ensemble des secteurs industriels (-50,5% pour la fabrication des équipements électriques, électroniques, informatiques).



Source : Pôle Emploi Services (traitement DDTEFP 93)

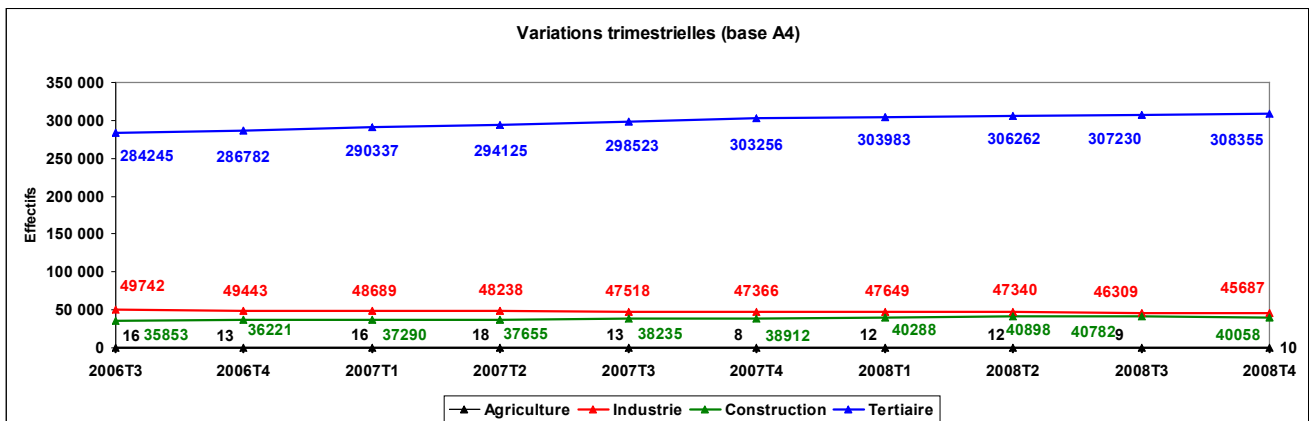


## L'EMPLOI : Données sur l'emploi (3)

### Evolutions trimestrielles des effectifs dans les grands secteurs de l'emploi

Le graphique ci-dessous montre l'évolution trimestrielle du nombre de salariés des secteurs de l'industrie de la construction, du tertiaire et de l'agriculture. Les courbes du secteur tertiaire et de la construction montrent une évolution positive constante sur 2006, 2007, et les premiers trimestres de 2008.

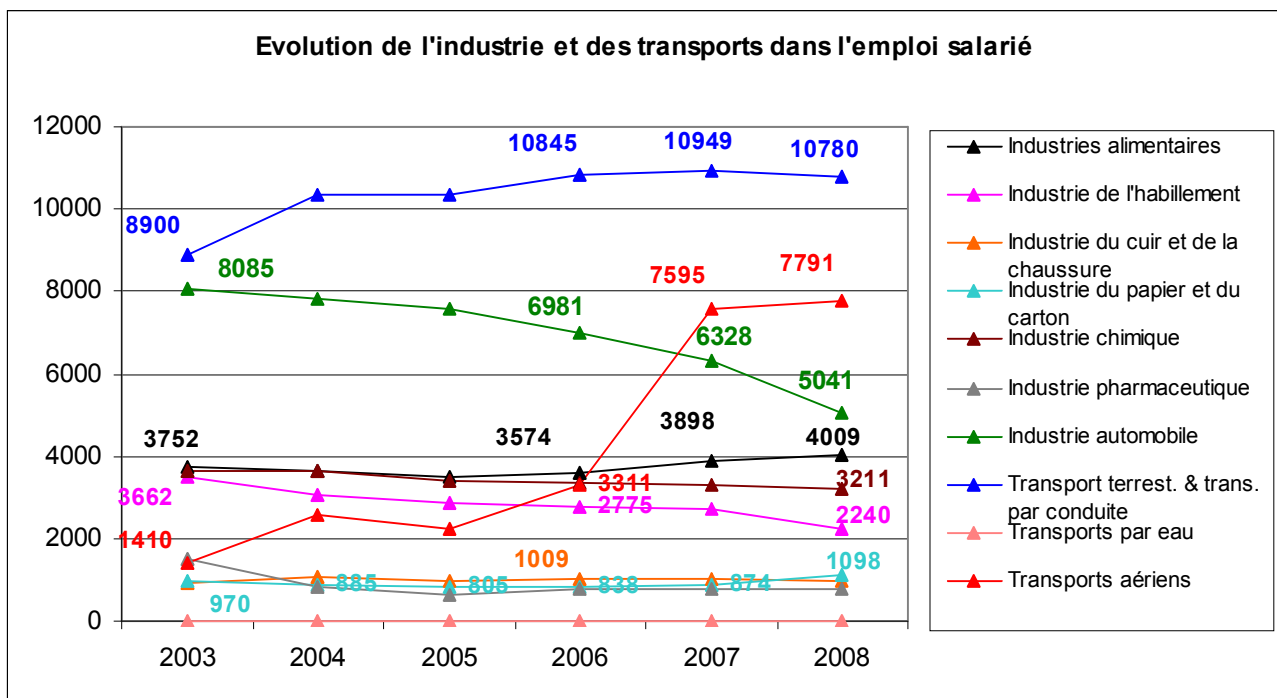
L'industrie décroît très régulièrement entre 2006 et 2008 (-7,2% soit -3580 personnes).



Source : Pôle Emploi Services (traitement DDTEFP 93)

### Zoom sur les évolutions annuelles des effectifs dans les secteurs de l'industrie et des transports

De 2003 à 2008, l'ensemble des transports à largement progressé avec une évolution très forte pour les transports aériens qui ont été multipliés par 5,5 entre 2003 et 2008, par 2,2 entre 2006 et 2007. De 2003 à 2008, les industries alimentaires ont progressé de 6,8%, quant à l'industrie automobile, elle a perdu -37,6%, et l'industrie de l'habillement -38,8%.



Source : Pôle Emploi Services (traitement DDTEFP 93)



# LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • Pôle Emploi de l'Est Francilien • Direction Départementale de l'Équipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Seine-Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est • Seine-Saint-Denis Avenir • Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

# LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER :

## La construction (1)

### Les logements

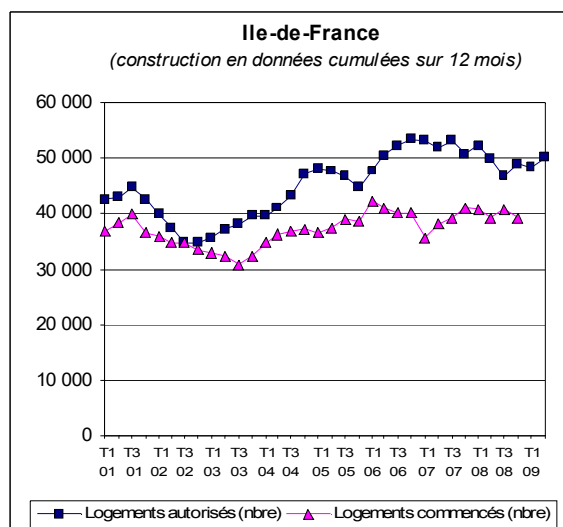
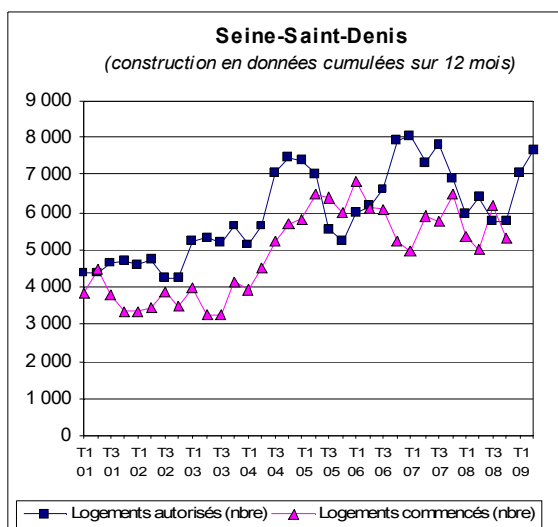
#### Volume de la construction des logements neufs

Les analyses de la construction réalisées semestriellement pour le tableau de bord du club 93 conjoncture sont établies d'après les séries de chiffres dites « en date de prise en compte » (dans le système statistique) qui donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs départementaux du SDRIF. Dans ce cadre, on notera 4 555 logements autorisés non annulés en moyenne annuelle sur les 15 années de la période 1990-2005 par rapport aux objectifs de 6 800 logements sur les 53 000 fixés à l'échelle régionale pour le SDRIF en vigueur, qui ont été respectivement élevés à 8 800 et 60 000 logements afin de résoudre la crise du logement en Ile-de-France. Ce dernier objectif régional a été porté à 70 000 logements par an lors du discours du Président de la République du 29 avril 2009 sur le développement de la région capitale.

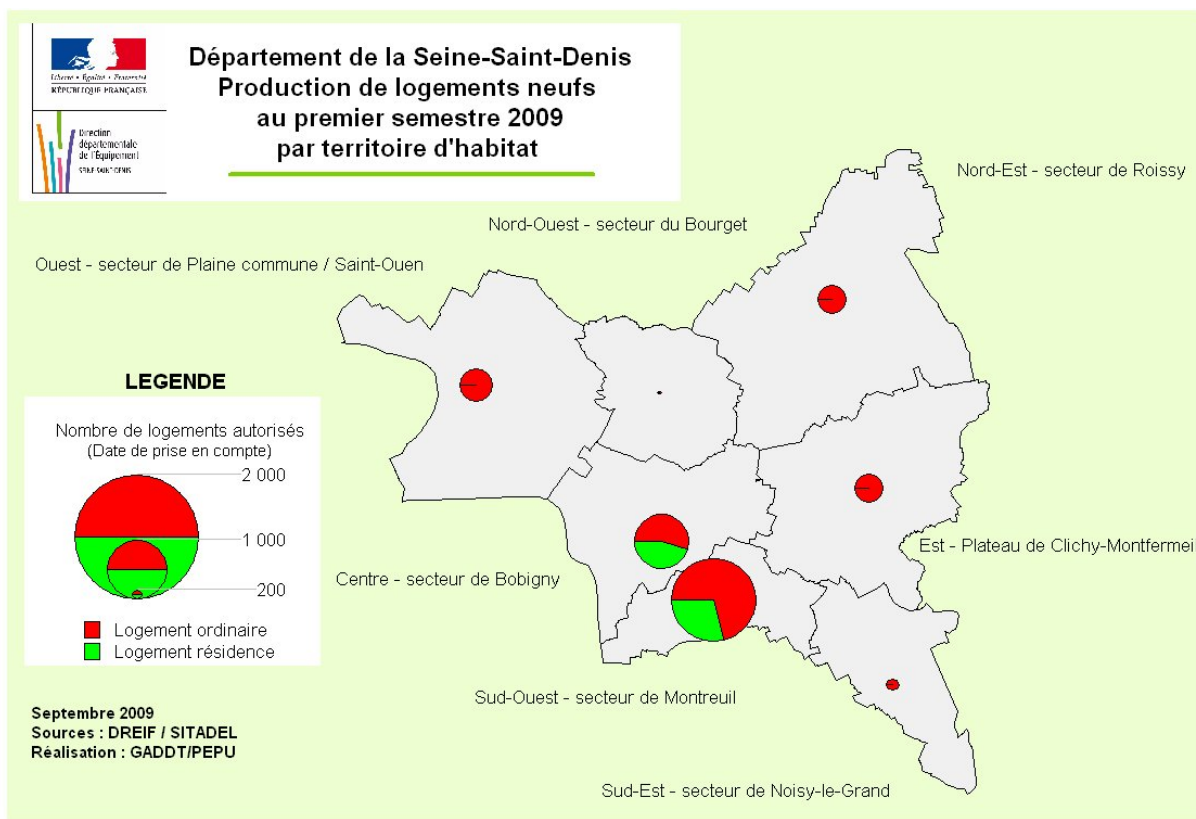
**Avertissement :** en Ile-de-France, la conjugaison de la réforme du permis de construire et de la pleine application de la décentralisation de l'instruction a fortement impacté, en 2008 et au premier semestre 2009, la remontée des données statistiques sur la construction neuve, notamment les informations sur les mises en chantier qui n'ont pas été publiées depuis fin 2008. Aussi, les chiffres sont-ils à analyser avec précaution, d'autant plus que cette situation survient dans un contexte économique général difficile impactant l'activité des marchés immobiliers.

Compte tenu des réserves précédentes, en Seine-Saint-Denis, le volume de la production de logements neufs du premier semestre 2009 aurait augmenté de 3 % par rapport au semestre précédent : 3 411 logements « ordinaires » auraient été autorisés contre 3 301 au second semestre 2008. 835 logements en résidence auraient également été autorisés, ce qui porte le total de la production du premier semestre 2009 à 4 246 logements.

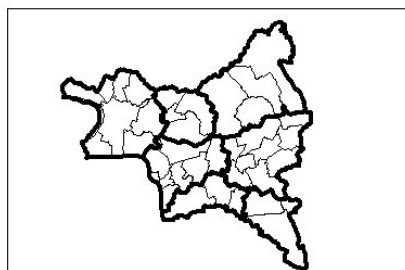
Cette situation se place dans un contexte régional globalement moins favorable : 20 547 logements « ordinaires » autorisés, soit une baisse de 9 % par rapport au second semestre 2008, auxquels s'ajoutent 3 360 logements en résidence. La part départementale de la production régionale évolue ainsi en un semestre de 14,6 % à 16,6 %.



## Production de logements neufs en 2009 par territoire d'habitat (autorisation de construire)



### LES TERRITOIRES



### NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS AU PREMIER SEMESTRE 2009

Territoire	Logt_ordinaire	Logt_résidence	Nbre_Total
ouest - secteur de Plaine commune	596	0	596
nord-ouest - secteur du Bourget	100	0	100
nord-est - secteur de Roissy	516	0	516
centre - secteur de Bobigny	510	421	931
est - plateau de Clichy-Montfermeil	486	5	491
sud-ouest - secteur de Montreuil	1 006	409	1 415
sud-est - secteur de Noisy-le-Grand	197	0	197
Total Seine-Saint-Denis	3 411	835	4 246

Source : DREIF

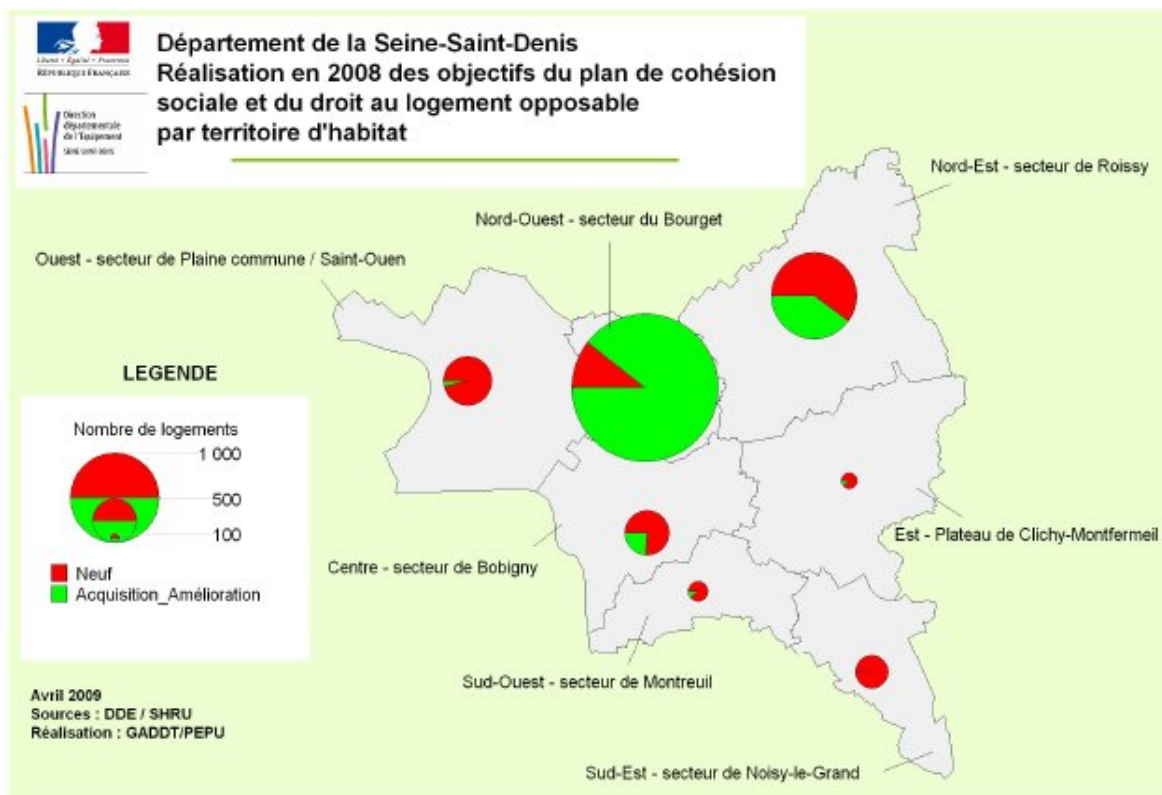
*Les données statistiques de la construction du premier semestre 2009 restant encore impactées par la réforme de leur mode de collecte mise en œuvre en octobre 2007, l'analyse des chiffres et de leurs évolutions est à considérer avec réserves, en particuliers aux échelles infra départementales. Il faudra attendre la publication des statistiques SITADEL en date réelle pour valider les observations suivantes.*

La répartition par territoires d'habitat de la production départementale de logements neufs « ordinaires » du premier semestre 2009 (un peu plus de 3 400 logements) montre une forte activité sur le sud-ouest (secteur de Montreuil) qui représenterait à lui seul près de 30 % des autorisations de construire, avec plus de 1 000 logements.

Les 4 territoires de l'ouest (secteur de Plaine Commune/Saint-Ouen), du nord-est (secteur de Roissy), du centre (secteur de Bobigny) et de l'est (plateau de Clichy-Montfermeil), avec un volume global d'un peu plus de 2 100 logements autorisés se répartiraient 62 % de la production départementale.

La réalisation de 835 logements en résidences sur les 2 territoires du centre et du sud-ouest vient également soutenir la production.

## Logements locatifs sociaux en 2008



### LES TERRITOIRES



### NOMBRE DE LOGEMENTS FINANCES OU AGREES EN 2008

Territoire	Neuf	Acquisition_Amélioration	Total
ouest - secteur de Plaine commune	396	15	411
nord-ouest - secteur du Bourget			
nord-est - secteur de Roissy			
centre - secteur de Bobigny	301	96	397
est - plateau de Clichy-Montfermeil	136	18	154
sud-ouest - secteur de Montreuil	166	21	187
sud-est - secteur de Noisy-le-Grand	273	0	273
Total Seine-Saint-Denis	1 839	1 572	3 411

Source : DREIF

Source : DDE 93

En 2008, l'objectif départemental de production de logements locatifs sociaux fixé au niveau régional pour la mise en œuvre du plan de Cohésion Sociale (PCS) et du Droit au Logement Opposable (DALO) était de 2 967 logements (comprises les acquisitions-améliorations, mais hors reconstruction de l'offre locative sociale des projets ANRU et hors PLS de la Foncière Logement).

L'objectif 2008 PCS et DALO a été rempli à 115 % par la production de 3 411 logements réalisés en 64 opérations dont 54 en construction neuve (1 839 logements), 6 en acquisitions-améliorations et 4 en acquisition sans travaux (1 572 logements).

Ont en outre été financés, au-delà de la réalisation du PCS et du DALO, 1 918 logements en ANRU (dont 1 345 logements neufs et 573 en acquisition-amélioration), et agréés 295 logements neufs PLS de la Foncière Logement.

La répartition par territoires d'habitat de la réalisation des objectifs du PCS et du DALO montre que les territoires du Nord-Ouest (secteur du Bourget) et du Nord-est (secteur de Paris Charles-de-Gaulle) ont produit près de 60 % de l'objectif départemental. Le rachat par LOGICIL de logements des patrimoines d'ICADE et de la SAGI, situés respectivement au Blanc-Mesnil (1 134 logements) et à Sevran (288 logements) représentant une part importante de ces résultats. L'Ouest (secteur de Plaine Commune et Saint-Ouen) et le Centre (secteur de Bobigny), pour parts égales, totalisent 24 % de la réalisation de l'objectif départemental et les 3 autres territoires le solde, soit 18 %.

# LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER :

## La construction (2)

### Les locaux d'entreprises

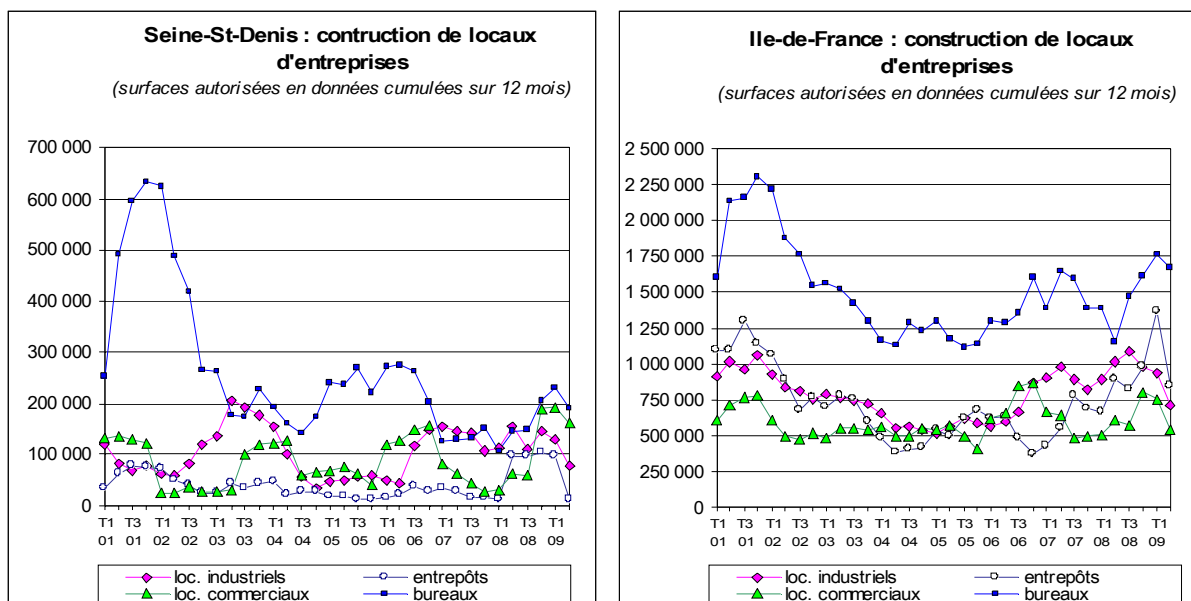
#### Volume de construction des locaux d'entreprises

**Avertissement :** en Ile-de-France, la conjugaison de la réforme du permis de construire et de la pleine application de la décentralisation de l'instruction a impacté le mode de collecte des données statistiques sur la construction neuve. Aussi, les chiffres publiés depuis le début de l'année 2008 sont-ils à analyser avec précaution, d'autant plus que cette situation survient dans un contexte général de déstabilisation de l'activité du marché immobilier.

Compte tenu des réserves précédentes, au premier semestre 2009, moins de 80 000 m<sup>2</sup> de locaux destinés aux entreprises (bureaux, locaux industriels, entrepôts et locaux commerciaux) auraient été autorisés à la construction en Seine-Saint-Denis, soit un recul significatif par rapport aux résultats des deux semestres précédents : -79 % par rapport au second semestre 2008 (près de 366 000 m<sup>2</sup> autorisés), -72 % par rapport au premier semestre (près de 278 000 m<sup>2</sup>). La part de la Seine-Saint-Denis dans la production régionale de locaux est ainsi tombée à 6 %, contre 15 % aux deux semestres précédents.

La baisse du volume des projets est constatée pour tous les types de locaux avec, toutefois, un moindre recul des constructions de bureaux : près de 48 000 m<sup>2</sup> autorisés au premier semestre 2009, soit -66 % en six mois. Avec près de 23 000 m<sup>2</sup> autorisés, les surfaces des projets de locaux commerciaux reculent de 84 %. Les surfaces des projets de locaux industriels et d'entrepôts représentent au total à peine 10 000 m<sup>2</sup>.

Au niveau régional, au premier semestre 2009, la production globale de locaux serait également en baisse, mais de moindre ampleur : un peu plus d'1 300 000 m<sup>2</sup> autorisés, soit -47 % par rapport au second semestre 2008 (près de 2 480 000 m<sup>2</sup>). Les projets de surfaces destinées aux entreprises de la logistique et des transports se démarquent cependant par une production en hausse de 24 % (un peu plus de 470 000 m<sup>2</sup> autorisés contre environ 380 000 m<sup>2</sup> au précédent semestre). Bien qu'en recul (-51 %), les projets tertiaires (près de 550 000 m<sup>2</sup> autorisés au premier semestre 2009) constituent toujours la part la plus importante de la production régionale de locaux d'entreprises (42 % au premier semestre 2009, 45 % au second semestre 2008).



Source : SITADEL / Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France



# LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER :

## Le marché de l'immobilier (1)

### Marché des appartements neufs (promotion privée)

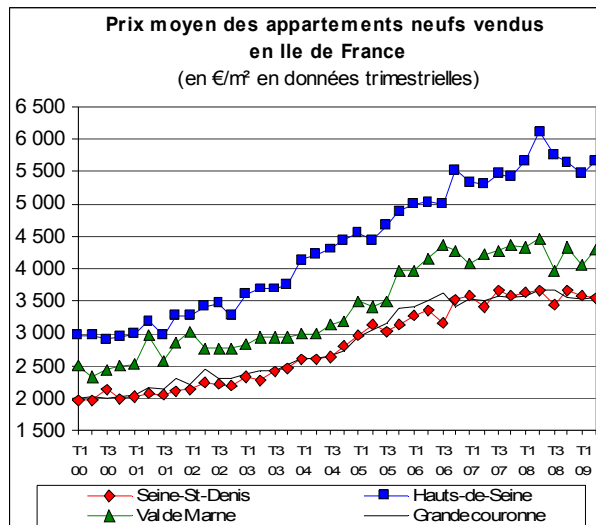
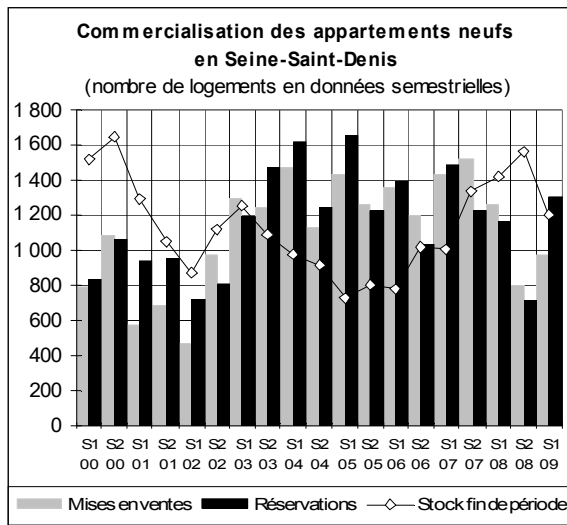
En Seine-Saint-Denis, au premier semestre 2009, l'activité du marché des appartements neufs s'est notablement redressée avec, toutefois, un second trimestre moins dynamique que le premier : 1 307 appartements ont été réservés en six mois (746 au premier trimestre et 561 au second) et 979 nouveaux logements mis en vente, contre 707 réservations et 804 mises en vente au second semestre 2008. La progression des réservations atteint 85 %, celle des mises en vente 22 %. Dans ce contexte favorable, le niveau du stock des logements proposés à la vente, qui était en augmentation constante depuis trois ans, amorce une baisse sensible : fin juin 2009 il s'élevait à 1 206 appartements, soit une diminution de 23 % par rapport à la situation de fin décembre 2008. Au rythme des ventes des deux premiers trimestres de l'année, le stock représente seulement 5 mois et demi de délai d'écoulement (contre 13 mois six mois auparavant).

A l'échelle de l'Ile-de-France, la situation du marché des appartements neufs connaît également un regain de dynamisme, dû notamment à l'impact du dispositif Scellier qui, depuis janvier 2009, relance les acquisitions de biens locatifs. Les mêmes tendances d'évolution sont constatées, mais avec des amplitudes moins prononcées. D'autre part, à l'inverse de la situation observée en Seine-Saint-Denis, le second trimestre 2009 s'est avéré plus actif que le premier. Globalement, un peu plus de 8 000 appartements neufs ont été réservés au premier semestre 2009, soit 69 % de plus qu'au second semestre 2008 et un peu plus de 5 500 nouveaux appartements mis en vente (+6%). Le stock de logements disponibles à la vente à la fin du mois de juin (près de 9 600 appartements) se réduit également : -22 % par rapport à la situation de fin décembre 2008, le recul des stocks s'observant tant en proche couronne (-19 %) qu'en grande couronne (-24 % en moyenne) où se situe près de 60 % de l'offre.

### **Prix de vente moyen (€/m<sup>2</sup>)**

En Seine-Saint-Denis, le prix moyen/m<sup>2</sup> des appartements neufs réservés des premier et deuxième trimestres 2009 (3 583 €/m<sup>2</sup> et 3 544 €/m<sup>2</sup>) amorce une tendance baissière par rapport à la situation du dernier trimestre 2008 (3 673 €/m<sup>2</sup>), mais celle-ci reste modérée (-3,5 % en 6 mois). Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009, la fourchette des moyennes communales des prix des biens réservés varie de 2 807 €/m<sup>2</sup> à 5 600 €/m<sup>2</sup>.

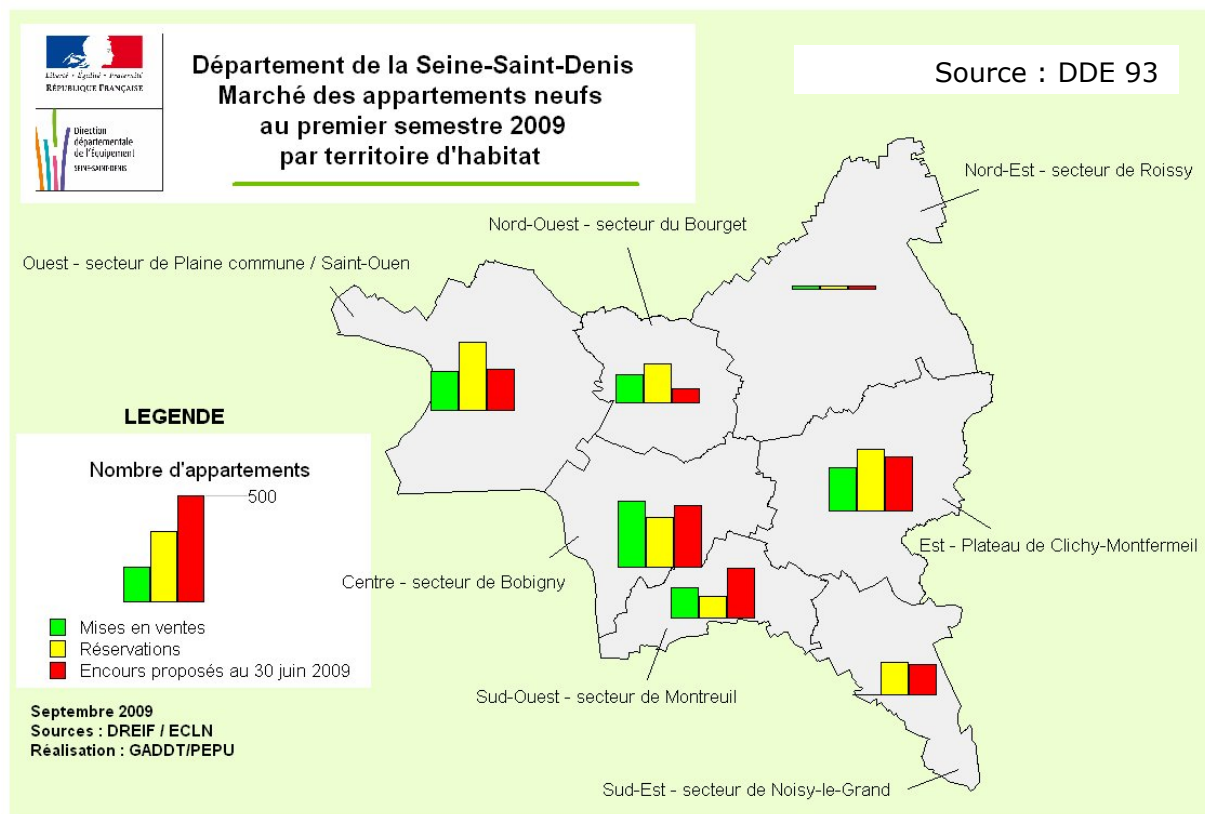
Au niveau régional, le prix moyen des réservations du deuxième trimestre atteint 4 228 €/m<sup>2</sup>. Après 3 trimestres de baisse des prix, la tendance est à nouveau à la hausse, sans toutefois retrouver le niveau atteint il y a un an (4 300 €/m<sup>2</sup>). Hormis les 3 départements de la Seine-Saint-Denis, de l'Essonne et du Val d'Oise, la hausse des prix est constatée partout ailleurs : Paris (7 423 €/m<sup>2</sup>, +1,8 % entre le premier et le deuxième trimestre 2009), les Hauts-de-Seine (5 659 €/m<sup>2</sup>, +3,5 %), le Val-de-Marne (4 315 €/m<sup>2</sup>, +6,5 %) et la Grande Couronne (3 543 €/m<sup>2</sup>, +0,5 %).



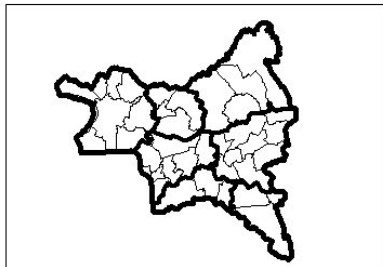
Source : ECLN (Direction Régionale de l'Équipement d'Ile de France)



## Marché des appartements neufs au 1<sup>er</sup> semestre 2009 (à la vente)



### LES TERRITOIRES



### INDICATEURS DE L'ANNEE 2009

Territoire	Mises_en_ventes	Reservations	Encours_30juin09
ouest - secteur de Plaine commune	181	321	196
nord-ouest - secteur du Bourget	129	188	72
nord-est - secteur de Roissy	20	21	21
centre - secteur de Bobigny	307	239	287
est - plateau de Clichy-Montfermeil	203	281	253
sud-ouest - secteur de Montreuil	139	107	238
sud-est - secteur de Noisy-le-Grand	0	150	139
Total Seine-Saint-Denis	979	1 307	1 206

Dans un contexte départemental marqué, au premier semestre 2009, par un regain de dynamisme des ventes de logements neufs, avec 1 307 appartements réservés contre 707 au semestre précédent (soit une hausse de + 85 %), l'activité du marché n'a pas partout progressé au même rythme. Si le territoire de l'ouest (secteur de Plaine Commune/Saint-Ouen) reste encore le plus actif avec 321 appartements réservés au premier semestre, soit le 1/4 des transactions réalisées en Seine-Saint-Denis, sa part de marché, qui dépassait 40 % en 2007, s'est sensiblement réduite. Elle reste néanmoins en adéquation avec le poids de son parc de résidences principales au sein du département.

Le niveau des ventes sur les deux territoires de l'est (Plateau de Clichy-Montfermeil) et du centre (secteur de Bobigny) a été particulièrement soutenu, avec 520 ventes au total, soit près de 40 % de l'activité départementale. Les trois territoires du nord-ouest (secteur du Bourget), du sud-ouest (secteur de Montreuil) et du sud-est (secteur de Noisy-le-Grand) représentent un peu plus d'un 1/3 du volume des ventes (445).

Six communes se sont particulièrement démarquées en concentrant plus de 56 % du volume des transactions réalisées durant le semestre (741 ventes au total) : Drancy, Villemomble (plus de 150 appartements neufs vendus dans chacune des villes), Saint-Denis, Bobigny, Aubervilliers et Noisy-le-Grand.

# LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER :

## Le marché de l'immobilier (2)

### Indicateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise

Dans un contexte économique où la récession semble perdre un peu de son intensité, la Seine-Saint-Denis semble mieux résister que les autres territoires franciliens

### Bureaux

Le volume des transactions relevé sur le territoire pour le 1<sup>er</sup> semestre 2009 témoigne d'un niveau d'activités très relatif, la demande exprimée demeurant toujours très fragile.

En effet, le marché des bureaux s'il ne montre qu'un fléchissement de l'ordre de 20% en Seine-Saint-Denis contre 27% en Ile-de-France en volume par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008 avec 100 000m<sup>2</sup> de bureaux commercialisés, plus de 45% en volume et jusqu'à 70% dans le neuf émanent des entreprises publiques, para publiques ou des administrations.

De ce fait, le marché du neuf (première main) demeure stable et à un bon niveau d'écoulement, ce qui n'est pas le cas de l'immobilier de seconde main.

Enfin, les livraisons récentes telles que l'Amarante (17 500m<sup>2</sup>) & le Spallis (37 000m<sup>2</sup>) à Saint-Denis ou le Mermoz (20 000m<sup>2</sup>) au Bourget viennent gonfler de manière importante le stock de bureaux disponibles.

De plus l'absence de grandes transactions sur la Seine-Saint-Denis risque d'impacter les résultats du second semestre, le report escompté des demandes de l'ouest vers l'est ne s'étant pas produit à ce jour.

Enfin, il est difficile de d'anticiper les résultats de l'année 2009 et il faut être très prudent, les transactions réalisées au cours du premier semestre ayant résulté de décisions prises ou de négociations entamées en 2008.

Principales transactions du 1<sup>er</sup> semestre 2009 se sont portées comme en 2008 sur des immeubles neufs :

- **Pôle Emploi** : Noisy-le-Grand 11 500m<sup>2</sup> loués dans « Le Copernic 2 »
- **Mairie de Montreuil** : Montreuil 10 000m<sup>2</sup> loués "L'Opale I & II" en totalité
- **Conseil Général** : Bobigny 7 000m<sup>2</sup> loués dans « L'Européen II»
- **France Domaine** : Bobigny 3 000m<sup>2</sup> loués dans « L'Européen II»
- **INEXIA Filiale SNCF** : Saint-Denis 6 000m<sup>2</sup> loués « Aequo » en totalité
- **Union Nationale Interprofessionnelle pour l'emploi industrie & commerce**: Montreuil 5 500m<sup>2</sup> loués rue de Lagny
- **Tribunal Administratif** : Montreuil 5 000m<sup>2</sup> dans "Axe Neuf"
- **La banque postale** : Saint-Denis 5 000m<sup>2</sup> loués dans « L'Amarante »

### Activités & entrepôts

On constate un fléchissement global de la demande d'environ 30% par rapport au dernier semestre 2008, une extrême frilosité entraînant un allongement du délai dans la prise de décision et une hausse du stock de seconde main d'environ 15%

D'autre part, la crise a porté un sérieux coup de frein à la modernisation du stock du fait de la baisse des loyers moyens, l'augmentation des rendements souhaités par les investisseurs et le prix élevé du foncier.

Cependant on note un léger frémissement de la demande à la location sur le troisième trimestre qui demande à être confirmé.

Principales transactions en locaux d'activités au 1<sup>er</sup> semestre 2009

- **ANRH** Paris Nord2 Villepinte 3 800m<sup>2</sup> à l'acquisition
- **VENTES PRIVEES.COM** Saint-Denis 3 000m<sup>2</sup> à l'acquisition au 36/40 rue du Landy
- **XTRIUM MICRO INFORMATIQUE SERVICES** Noisy-le-Grand 2 700m<sup>2</sup> à l'acquisition
- **JOGA-ARENA FUTBOL** 3 700m<sup>2</sup> loués
- **ALSTOM** : Parc GVIO Saint-Ouen 2 000m<sup>2</sup> loués

Principales transactions en entrepôts au 1<sup>er</sup> semestre 2009

- **SUN CITY** Tremblay-en-France 16 560m<sup>2</sup> & 2 385m<sup>2</sup> de bureaux d'accompagnement
- **TWS** Aulnay-sous-Bois 5 574m<sup>2</sup>
- **PARINORD LOGISTIC ET DISTRIBUTION (PLD)** Aulnay-sous-Bois GARONOR 5 381m<sup>2</sup>

Source : Seine-Saint-Denis Avenir

# LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER :

## Le marché de l'immobilier (3)

### Montants des investissements réalisés en immobilier d'entreprise

#### Répartition des investissements hors portefeuille par département en Ile-de-France en 2008 (en millions d'€) - Source : CB Richard Ellis / Immostat

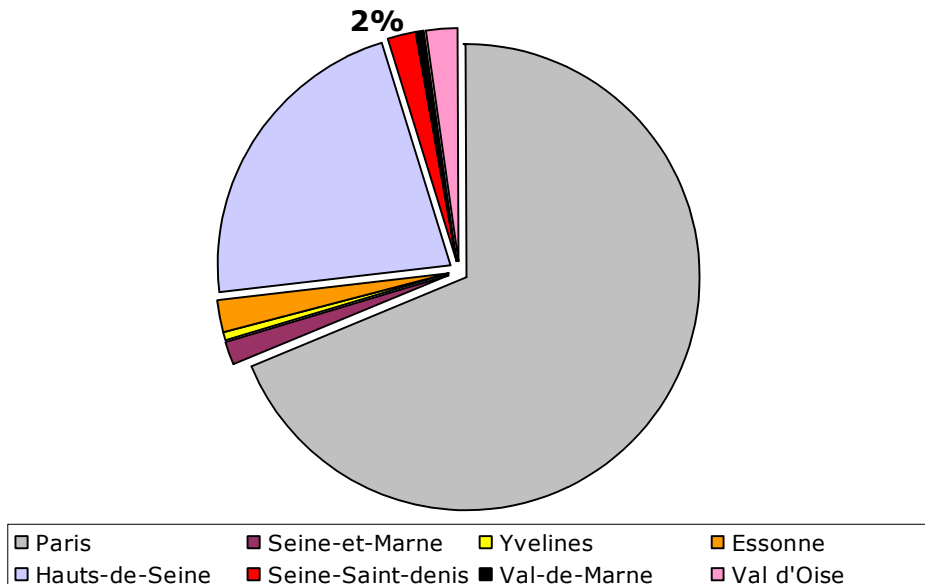
Effondrement global de l'investissement en France & en Ile-de-France tout comme la Seine-Saint-Denis avec 22 millions d'euros d'investissements cumulés sur le 1<sup>er</sup> semestre 2009 en comparaison des 1 532 millions d'euros en 2007 & 1 148 millions d'euros en 2008 en années pleines.

Départements	Bureaux	Logistique	Commerces	Activité	Total 2ème trimestre 2009	Total 1er semestre 2009
Paris	440		91		531	777
Seine-et-Marne				2	2	17
Yvelines			8		8	8
Essonne	2	7		6	15	24
Hauts-de-Seine	120				120	253
<b>Seine-Saint-denis</b>	<b>17</b>			<b>2</b>	<b>20</b>	<b>22</b>
Val-de-Marne		6			6	6
Val d'Oise	4		3		7	25
<b>Total</b>	<b>583</b>	<b>13</b>	<b>102</b>	<b>11</b>	<b>709</b>	<b>1 133</b>

en million d'euros

Source : CB Richard Ellis

#### Répartition des flux d'investissement en immobilier d'entreprise par département au 1er semestre 2009





# NOTE METHODOLOGIQUE

---

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • Pôle Emploi de l'Est Francilien • Direction Départementale de l'Équipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Seine-Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est • Seine-Saint-Denis Avenir • Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

## **IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS (RCS)**

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economique : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

## **NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS IMPLANTÉS EN ZFU EN SEINE-SAINT-DENIS : ÉVOLUTION DEPUIS 2001**

L'indicateur relatif au nombre d'établissement implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis est issu de l'exploitation du système d'information territoriale de la CCIP, TERRitem.

Il repose sur une géolocalisation précise (réalisée par la CCIP 93), des établissements de Seine-Saint-Denis.

Il provient du fichier des établissements produit par l'INSEE (Sirene Notice 80), disponible au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

Il ne tient pas compte des activités suivantes :

- les personnes morales et organisme soumis au droit administratif (collectivités, écoles, OPHLM, etc.)
- les organismes privés spécialisés (CPAM, caisse de retraite, ASSEDIC, etc.)
- les groupements de droit privé (associations, fondations, clubs sportifs, etc.)
- les paroisses hors zone concordataire
- Etat collectivité ou établissement public étranger (ambassades, consulat, etc.)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public (ex : EPA Plaine de France, Caisse nationale de prévoyance)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public (ex : SNCF et RATP)
- Exploitant public (en fait, c'est la Poste)
- Etablissement public local à caractère industriel ou commercial (OPAC, office public, etc.)
- Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial (Cinéma associatif, régie communale de distribution de l'eau, etc.)
- Institution Banque de France

## **TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)**

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.

➤ Chiffres d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.

➤ TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche...prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

➤ TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

➤ TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

### **CHIFFRES CLES « SALONS »**

Les comparaisons sont faites entre années similaires, c'est-à-dire entre années paires d'une part et années impaires d'autre part.

### **DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)**

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés
- la déclaration d'achèvement des travaux dont les séries ne sont pas publiées par manque de fiabilité des données

Les données publiées disponibles sont en date de prise en compte et en dates réelles, qui ne sont disponibles et stabilisées qu'après un délai important nécessaire à la collecte de l'information.

### **DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)**

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- le champ de l'enquête : elle utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins cinq logements neufs, dont au moins un est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- Les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectués sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

**DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DDE SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE**

		Phase réalisation		Acquisition par l'occupant
Construction neuve		autorisés (PC)	mises en chantier	
	par un organisme social / HLM	oui	oui	non relevant
	par un promoteur privé	oui	oui	oui, si programme de 5 logements au moins (ECLN)
	par un particulier en maison individuelle ("diffus")	oui		oui
Transactions dans l'ancien	non relevant			(à partir de 2006)

**DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DDE SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL (suite)**

La DDE transmet des données sur les flux physiques, quel que soit le constructeur ; elle transmet également des données de flux sur les ventes de logements mais, jusqu'en 2006, uniquement les ventes de logements en collectifs dans le neuf.

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits). Le champs observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de la DDE : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi la DDE ne fournit pas encore d'informations trimestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements : les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).

**DONNEES SUR L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE**

Le GRECAM réalise pour le compte de la CCIP 93 et de la DDE un tableau de bord de l'immobilier d'entreprise de la Seine-Saint-Denis dont les données émanent de l'observatoire régional. Il s'agit d'une base de données sur les locaux dits « en blanc » (c'est-à-dire excluant les « constructions pour soi »), de plus de 500 m<sup>2</sup>, proposés à la vente ou à la location aux entreprises par les opérateurs immobiliers (promoteurs, propriétaires, cabinets immobiliers). Chaque programme neuf, chaque surface libérée en Ile de France fait l'objet d'un suivi par enquête jusqu'à l'achèvement de sa commercialisation.

*Locaux de bureaux :*

Tout ou partie d'un immeuble pouvant être loué ou acheté en tant que locaux de bureaux commerciaux indépendants.

*Locaux d'entrepôts :*

Tout ou partie d'un bâtiment pouvant être loué ou acheté en tant que locaux indépendants, définis par une proportion de bureaux inférieure à 30%, et dont les caractéristiques physiques sont :



surfaces en rez-de-chaussée ou étages avec rampe d'accès, hauteur-sous-plafond supérieure à 5m, charge au sol supérieure à 2 T/m<sup>2</sup>, accès camion de plus de 19T soit par porte camion soit par quai de déchargement.

*Locaux d'activités :*

Tout ou partie d'un bâtiment pouvant être loué ou acheté en tant que locaux indépendants, mais ne répondant pas aux exigences techniques de l'entreposage. Cette catégorie regroupe, par soucis de simplification, ce que le Grecom nommait jusqu'en 2007 "ateliers" et "locaux mixtes", les seconds se distinguant des premiers par une proportion de bureaux plus importantes et/ou par une vocation fortement tertiaire (laboratoires, centres de formation ...).

**INDICATIONS DE LECTURE**

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.



# CONTACTS

---

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • Pôle Emploi de l'Est Francilien • Direction Départementale de l'Équipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Seine-Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est • Seine-Saint-Denis Avenir • Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

### SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE

Julien TUILLIER  
Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis  
Tél : 01 48 95 10 79 / Fax : 01 48 95 11 58 / jtuillier@ccip.fr

Données	Correspondants à contacter
---------	----------------------------

#### LES MENAGES

Crédits à la consommation	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr
Crédit à l'habitat	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr

#### LES ENTREPRISES

Analyse des enregistrements au RCS	Mme METIN Tribunal de Commerce de Bobigny Tél : 01 48 95 15 44 presidence.tc.bobigny@grefnet.tm.fr
Analyse des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises	Eric FROEHLICHER Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93 Tél : 01 41 60 75 23 e.froehlicher@cma93.fr
Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités	
Transferts de sièges sociaux	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr
Nombre d'établissements implantés en Zones Franches Urbaines	Julien TUILLIER CCIP 93 Tél : 01 48 95 10 79 jtuillier@ccip.fr
Le commerce extérieur	Patricia JACQUES Direction Régionale des Douanes de Paris-Est Tél : 01 64 62 75 27 patricia.jacques@douane.finances.gouv.fr
La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôts sur les Sociétés	Michel LASGI Direction des Services Fiscaux 93 Tél : 01 48 96 53 28 michel.lasgi@dgfip.finances.gouv.fr
Crédits à l'équipement des entreprises	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr
Actualité des pôles de compétitivités	Etienne KALALO DRIRE Tél : 01 48 96 90 72 etienne.kalalo@industrie.gouv.fr

**LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES**

Le musée de l'Air et de l'Espace	Daniel ORANTIN
La Basilique de Saint-Denis	Comité Départemental du Tourisme 93
Le Stade de France	Tél : 01 49 15 98 98
L'hôtellerie	d.orantin@tourisme93.com
Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte	Julien TUILLIER CCIP 93 Tél : 01 48 95 10 79 jtuillier@ccip.fr

**L'EMPLOI**

Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)	Fabrice PEYLET Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93
Les offres d'emplois enregistrées et satisfaites (OEE)	Tél : 01 41 60 54 88 fabrice.peylet@dd-93.travail.gouv.fr
Les offres par taille d'entreprise	Laurent ZYSSMAN
Les principaux secteurs recruteurs	Pôle Emploi
Les principaux métiers recherchés par les entreprises offreuses	Tél : 01 55 85 96 70 laurent.zyssman@pole-emploi.fr
Le taux d'évolution du chômage sur un an	Fabrice PEYLET Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01 41 60 54 88 fabrice.peylet@dd-93.travail.gouv.fr
Le nombre d'allocataires du RMI	Virgile ADJAHY
Les contrats d'insertion	Conseil Général 93
Les reprises d'activité et la nature des contrats	Tél : 01 43 93 86 18 vadjahi@cg93.fr
Les déclarations uniques d'embauches	Cécile BOURSON URSSAF de Paris – Région Parisienne Tél : 01 56 93 24 00 cecile.bourson@urssaf.fr
Evolution du nombre d'établissements	Fabrice PEYLET Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01 41 60 54 88 fabrice.peylet@dd-93.travail.gouv.fr
Evolution du nombre de salariés	
Evolution des effectifs dans le secteur commercial	
Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité de services	
Evolution des emplois dans les services	
Evolution de la part des secteurs tertiaires et industriels dans l'ensemble des emplois salariés	

**LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER**

Volume de construction des logements neufs	Chantal NIASSOU Direction Départementale de l'Équipement 93 Tél : 01 41 60 67 27 chantal.niassou@developpement-durable.gouv.fr
Production de logements neufs	
Logements locatifs sociaux	
Volume de construction de locaux d'entreprises	
Marché des appartements neufs (promotion privée)	Hervé MAHOT Seine-Saint-Denis Avenir Tél : 01 49 98 10 00 h.mahot@ssda.fr
Indicateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise	
Montants des investissements réalisés	

